

Aujourd'hui: Ensoleillé vents de l'ouest de 30-50 km/h Minimum -22° Maximum -16° Demain: Généralement ensoleillé

DETAILS PAGE A2

LES SPECIALISTES DU SKI OBERSON

Aujourd'hui

A3 CLAUDE DUPRAS

Fier du chemin parcouru par le Parti civique en un an, son chef, Claude Dupras, n'est pas prêt à accepter les critiques de Pierre Lorange.

A4 SANTÉ MENTALE

Le ministère de la Santé approuve la plupart des recommandations formulées dans le cadre du rapport Harnois sur la santé mentale.

A5 BISSONNETTE

André Bissonnette va s'efforcer de faire rejeter les accusations d'abus de confiance portées contre lui dans le cadre de l'affaire Oerlikon.

D1 CONSOMMATION

Il y a un prix à payer pour un beau manteau de fourrure, et le consommateur avisé doit se méfier des offres d'aubaines sensationnelles.

S8 PIERRE HARVEY

A cinq semaines des Jeux Olympiques, Pierre Harvey révèle qu'il compte user de subterfuges pour s'assurer l'anonymat à Calgary.

Sommaire

Table listing various sections: Annonces classées, Arts et spectacles, Bandes dessinées, Bridge, etc.

GRAND

M. BIRON EST TRÈS ÉTONNÉ DU NOMBRE DE PEQUISTES QUI ESPÈRENT SA CANDIDATURE

Moi aussi!



Marine fermerait le chantier de Vickers

MICHEL VAN DE WALLE de la Presse Canadienne

Marine Industries aurait déjà prévu une somme globale de \$7,5 millions en guise de primes de départ pour les travailleurs du chantier naval Vickers, de Montréal, tandis qu'une réduction de l'effectif du chantier de Sorel est également envisagée.

C'est du moins ce que prétend le président du syndicat des travailleurs de la Vickers, Jean-Guy Beaubien, qui affirme qu'il s'agit là d'hypothèses faisant partie de documents émanant de Marine Industries sur sa situation financière.

Les syndicats de Marine étaient réunis hier à Drummondville pour prendre connaissance de ces documents avant de rencontrer aujourd'hui, au même endroit, le président de la compagnie, M. Robert Tessier. Celui-ci doit leur présenter le plan de rationalisation des trois chantiers navals mis au point par l'entreprise, propriété du gouvernement du Québec par le biais de la Société générale de financement.

«On s'attend à ce que 90 p. cent des informations qui ont été publiées aujourd'hui (hier) soient véridiques», a déclaré M. Beaubien lors d'un entretien téléphonique. Marine Industries annoncerait aujourd'hui à ses syndicats que le chantier Vickers serait vendu au secteur privé ou carrément fermé tandis que toutes les opérations de construction navale seraient concentrées à Lauzon.

Le troisième chantier, celui de Sorel, ne conserverait que des activités dans le secteur hydro-électrique et se verrait ainsi attribuer une nouvelle vocation dans la haute technologie. Il n'a pas été possible hier de faire confirmer ou nier l'ensemble de ces informations auprès de la direction de Marine Industries, les appels téléphoniques n'ayant pas été retournés.

Au ministère de l'Industrie et du Commerce, de qui relève Marine Industries, le chef de cabinet du ministre Daniel Johnson, Pierre Bougie, refusait de commenter les informations entourant le plan de ra-

tionalisation. Ce dernier ne sera dévoilé qu'après la rencontre avec les syndicats, aujourd'hui.

Vickers Quoi qu'il en soit, selon M. Beaubien, les hypothèses qui apparaissent dans les états financiers de Marine Industries prévoient des sommes pour dédommager les ouvriers qui seraient frappés par une éventuelle fermeture de Vickers. «Ils prévoient \$3,5 millions pour la division navale en guise de payes de séparation, \$2 millions pour la division industrielle et \$2 autres millions pour un programme de pré-retraite.»

«L'alternative d'une vente ou d'une fer-

VOIR MARINE EN A 2

Menace de répression sélective en Haïti

Ottawa n'enverra pas d'observateurs aux élections

JOONEED KHAN

Dans une cassette parvenue à Montréal, un membre du Conseil électoral provisoire (CEP) destitué par la junte le mois dernier fait état d'une «liste d'épuration» établie par les escadrons de la mort en Haïti, où une cinquantaine d'organisations populaires ont appelé hier à la mobilisation contre les élections du 17 janvier.

«Le CNG (Conseil national de gouvernement) présidé par le général Henri Namphy n'a jamais voulu des élections avec l'ancien CEP car, conformément à la constitution de 1987, nous étions indépendants du régime», affirme Emmanuel Ambroise, 75 ans, sur la cassette de 90 minutes enregistrée en cachette il y a une dizaine de jours à Port-au-Prince.

Réunis en conférence de presse hier dans la capitale haïtienne, cinq porte-parole de la «Société civile», une coalition d'une cinquantaine de groupements politiques, socio-professionnels, religieux et syndicaux affirmaient qu'ils considéreraient comme «nuls» les résultats des élections du 17 janvier, organisées par la junte avec un CEP nommé par elle après la destitution de l'ancien CEP et l'annulation du scrutin du 29 novembre, avorté dans le sang par les escadrons de la mort.

«La nouvelle loi électorale haïtienne ne pourrait pas s'appliquer au Canada parce qu'elle ne ré-

VOIR HAITI EN A 2

Nouvelle flambée de violence dans les territoires occupés

d'après UPI, Reuter, AFP et AP JERUSALEM

L'armée israélienne a abattu hier au moins un Palestinien et en a blessé huit autres lors d'une nouvelle flambée de violence dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée.

D'autre part, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté en soirée à l'unanimité une résolution appelant Israël à renoncer à la déportation de neuf Palestiniens des territoires arabes occupés et à respecter les dispositions de la convention de Genève de 1949 sur la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Un incident «plus grave que ceux des jours précédents», ainsi qu'il a précisé le porte-parole de l'armée israélienne, a opposé hier matin à Khan Younes, dans la

bande de Gaza, des manifestants palestiniens à l'armée. Des pierres ont été jetées, les soldats ont riposté. Bilan: un mort parmi les manifestants selon l'armée, deux morts selon les sources palestiniennes. De plus, il y a eu sept blessés, dont un grave chez les Palestiniens, et cinq blessés légers parmi les soldats israéliens.

Le porte-parole militaire israélien a affirmé que la patrouille avait agi en «état de légitime défense». Elle a été assaillie à coups de pierres par des centaines de manifestants; les soldats ont tiré des grenades lacrymogènes et des balles de caoutchouc pour se dégager; en dernier recours, un officier a tiré avec de vraies balles, a-t-il précisé.

Dimanche, c'est une Palestinienne de 25 ans qui trouvait la mort au cours d'une échauffourée du même ordre, dans un village

situé entre Jérusalem et Ramallah. Ces dernières victimes portent le bilan total des affrontements, qui se déroulent sans interruption depuis le 8 décembre dans les territoires occupés, à 24 tués selon les sources israéliennes et 29 selon les sources palestiniennes.

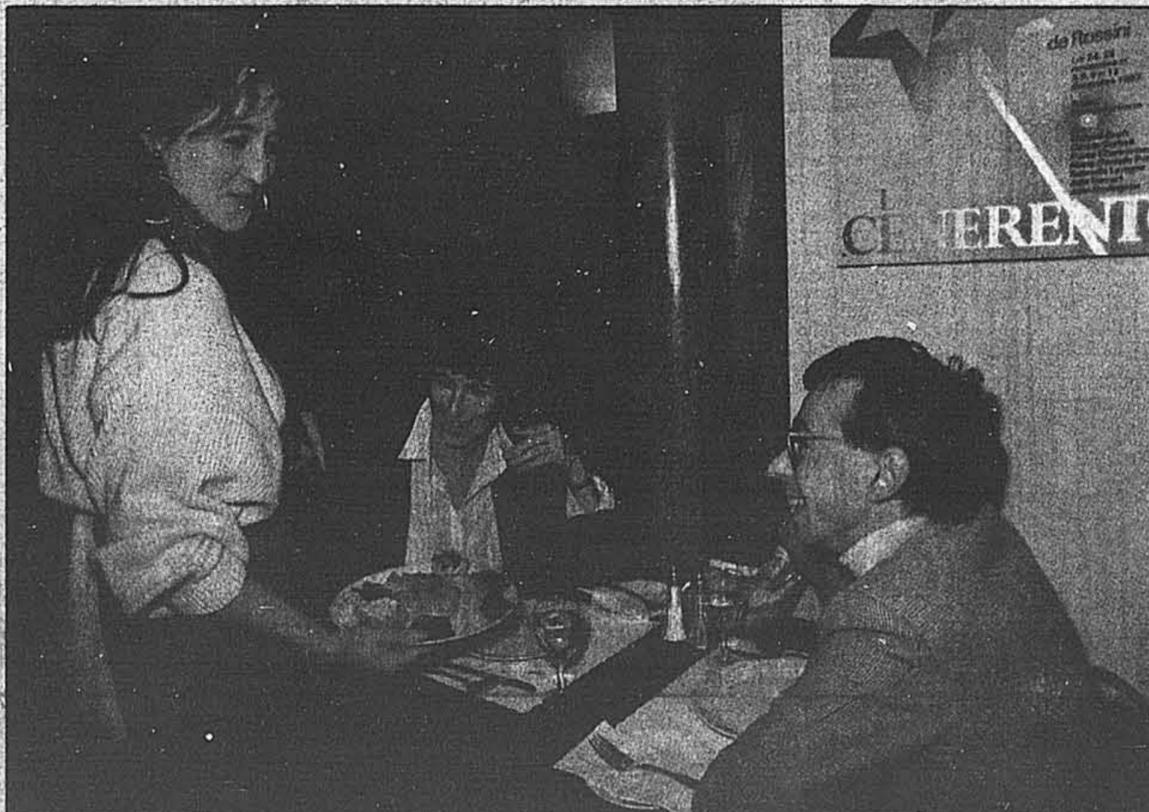
Par ailleurs, selon le porte-parole israélien, un résident palestinien a été blessé par balles à Gaza lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Des émeutes ont également éclaté à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

L'armée israélienne a imposé le couvre-feu à Khan Yunes où des nouveaux renforts ont été dépêchés. Le couvre-feu a été établi une seconde fois en 24 heures

VOIR VIOLENCE EN A 2

SUITE DES INFORMATIONS EN A 12

VITE LE RETOUR DES MOULES!



Chantal Dumas sert Michèle Laurion et Richard Adam qui ont choisi pétoncles et crevettes en attendant de pouvoir manger à nouveau des moules. Ce qui ne saurait tarder, puisque le gouvernement fédéral vient d'accorder le feu vert aux pêcheurs de mollusques, dans certaines zones de la région de l'Atlantique.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Les amateurs n'attendent que ça...

MADELEINE BERTHAULT

Dès la levée de l'interdiction, «on commande des moules, on va en servir et on va en manger dans quelques jours», affirmait hier soir M. Pierre Murphy, propriétaire des deux restaurants La Moulerie.

C'est ce matin que le gouvernement fédéral rouvrira plusieurs zones de la région atlantique à la pêche aux mollusques.

Et les amateurs n'attendent que ça, eux qui ont dû se priver de moules et autres mollusques depuis plus d'un mois. Le gérant de La Moulerie, rue Bernard à Outremont, M. Léandre Boudreau, rapportait qu'hier «le té-

léphone a sonné toute la journée». C'étaient des clients réguliers qui avaient hâte de revenir manger leur mets préféré.

N'entretiendront-ils pas quelque crainte à consommer à nouveau des moules? C'est par un «non» bien franc et bien sonore que répond Michèle Laurion, une habituée de La Moulerie. Des moules, elle en mangeait en voir une fois par semaine avant l'interdiction. Certains clients se sont rabattus sur les pétoncles et les crevettes en attendant que reviennent les moules. Un autre encore, qui s'est contenté de saumon fumé sur bagel avec frites, abonde dans le même sens. Vivement que les moules reviennent!

La Moulerie resservira donc bientôt des

moules, mais gardera sur sa carte un menu alternatif pour ceux qui ne les aiment pas et pour ceux qui, maintenant, en ont peur. Soulignons qu'avant que les mollusques ne soient touchés par l'interdit, La Moulerie de la rue Bernard servait une tonne de moules par semaine... ce qui fait environ 40000 moules. Et bien des amateurs! Pour retrouver ces amateurs, M. Murphy les invitera à «essayer les moules modèle 88, les meilleures!»

Même si le propriétaire affiche une belle assurance, confiant que la clientèle du bistro de la rue Bernard va revenir, il reconnaît

VOIR AMATEURS EN A 2

Le dollar canadien gagne 30 centièmes de cent

MIVILLE TREMBLAY

Le dollar canadien a atteint hier son plus haut niveau comparativement au dollar américain depuis mai 1984, clôturant la séance à \$0,7743 US, soit une hausse de 30 centièmes de cent.

Cette progression sensible de la devise canadienne s'inscrit dans un fort mouvement à la hausse du dollar américain contre les autres monnaies, notamment le yen japonais et le mark allemand.

Les cambistes rapportent que la Banque du Canada est intervenue pour soutenir la hausse du dollar américain devant le mark, mais aussi pour ralentir la hausse du dollar ca-

nadien contre le billet vert de l'Oncle Sam.

Selon M. André Charbonneau, cambiste à la Banque Royale, «les investisseurs étrangers ont acheté l'Amérique du Nord», hier, c'est-à-dire tant le dollar américain que canadien.

Généralement, ces deux devises sont perçues comme un tandem, mais il arrive que l'une d'elles soit davantage affectée par les vagues spéculatives, dans un sens ou dans l'autre.

M. Philippe Brunet, cambiste à la Banque de Montréal, rapporte que les investisseurs institutionnels ont été notamment influencés par une dépêche de l'agence financière Reu-

VOIR DOLLAR EN A 2

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES A PARTIR DE NOUVELLES FRONTIÈRES FLORIDE 159\$ VOL ALLER-RETOUR TOUS LES MERCREDIS ET SAMEDIS

SUITE DE LA UNE

MARINE

Marine fermerait le chantier de Vickers

La fermeture de Vickers n'est pas vraiment une surprise pour nous, ajoute M. Beaubien, qui prétend que depuis l'achat par Marine Industries des chantiers de Montréal et Lauzon, il y a environ un an, il apparaissait clair qu'une rationalisation, accompagnée de fermetures, surviendrait éventuellement.

À l'heure actuelle, environ 300 ouvriers travaillent à la division industrielle de Vickers, principalement en vertu de contrats militaires américains. Ils fabriquent des pièces pour des sous-marins nucléaires. Du côté de la division navale de Vickers, il n'y a plus un seul travailleur, dit M. Beaubien, qui signale toutefois que plusieurs centaines d'entre eux sont encore sur les listes de rappel.

Quant à l'hypothèse d'une vente de Vickers au secteur privé, M. Beaubien précise que les dirigeants de Verrault Navigation, qui possède un petit chantier de réparation de navires aux Méchins, sont venus en décembre visiter les installations de la Vickers. Le président du syndicat soutient que le chantier montréalais dispose du potentiel nécessaire pour survivre.

Sorel

Du côté de Sorel, l'un des dirigeants syndicaux, Jocelyn Durand, a fait porter sur le gouvernement fédéral la responsabilité de la situation pénible des chantiers québécois.

« Il apparaît clair que les militaires à Ottawa préfèrent que les contrats soient accordés aux chantiers qui ont un accès direct à la haute mer », a-t-il déclaré lors d'un entretien téléphonique en faisant référence au contrat des six frégates supplémentaires qui a été octroyé en décembre dernier à la St-John's Shipbuilding, du Nouveau-Brunswick.

Actuellement, au chantier de Sorel, environ 50 travailleurs sont affectés à la construction des modules équivalant à une frégate et demie qui avait été obtenue il y a quelques années lors de l'octroi du premier volet du contrat militaire. Ce contrat prend fin en 1991, après quoi il n'y a plus rien dans le carnet de commandes de Sorel. Le plan de rationalisation prévoirait la fermeture de cette division du chantier de Sorel.

Par ailleurs, quelque 280 personnes travaillent à la division hydro-électrique de Sorel, que Marine Industries souhaiterait maintenir. Il y aurait des développements possibles dans le secteur de la haute technologie mais le syndicat s'interroge sur cette hypothèse. « Quelle sorte de haute technologie? », demande M. Durand qui estime que la main-d'œuvre et l'équipement actuel ne cadrent nullement avec une telle réorientation.

HAÏTI

Menace de répression sélective en Haïti

Il n'est pas aux normes démocratiques canadiennes, a dit certains. « Elle est conforme à certaines pratiques internationales, mais les dispositions entourant les modalités du vote pourraient entraîner des excès », a-t-il dit, soulignant la non-garantie du scrutin secret et l'interdiction de l'appel au boycottage.

« La famille est dispersée depuis que des macoutes ont tenté de mettre le feu au magasin et à la maison de mon père les 2 et 3 novembre derniers », raconte Claude Ambroise, réfugiée à Montréal la semaine dernière avec sa propre fille de 8 ans. « Comme d'autres membres et employés de l'ancien CÉP, des laïcs et des gens d'Église, mon père craint pour sa vie », dit-elle.

À Port-au-Prince hier, le « Comité de liaison des forces démocratiques » dénonçait dans un communiqué une agression commise le 31 décembre dans la capitale contre un de ses membres,

celui-ci, voyageant dans un véhicule de transport public, a été blessé à la tête à coups de crosse de revolver par deux hommes en civil qui l'ont arrêté et conduit à un poste de police aux casernes Dessalines, où des militaires l'ont par la suite relâché.

Par ailleurs, deux personnes liées à l'ancien CÉP, Jean-Robert Sabbat et Jean-Claude Roy, étaient interceptées hier à l'aéroport de Port-au-Prince où leurs passeports ont été confisqués et où ils ont été frappés d'une interdiction de quitter le territoire haïtien. La semaine dernière, le Dr Ernst Mirville, président de l'ancien CÉP, et le Dr Turneb Delpé, du Parti national démocratique progressiste haïtien, étaient frappés de mesures analogues.

« Le Dr Mirville souffre de problèmes cardiaques et il a été traité en août dernier à Miami », souligne Claude Ambroise, qui dit craindre par ailleurs que la junte, dans sa tentative de « légitimer » les élections du 17 janvier, ne décide de discréditer l'ancien CÉP en faisant à ses principaux dirigeants un éventuel procès pour « fraudes » et « malversations ».

« C'est à contre-cœur, et après maintes tracasseries et humiliations, que le CNG débloquait, fin août 1987, \$3 millions pour permettre au CÉP de fonctionner », déclare Emmanuel Ambroise dans son message. Le CÉP n'a pas touché un sou de l'étranger; il a toujours transigé directement avec l'État haïtien. Et chaque centime du budget dépensé par le CÉP était contrôlé par un membre de la Cour supérieure des comptes nommé par le CNG.

Abordant le nouveau CÉP créé par le CNG après les massacres électoraux du 29 novembre et chargé d'organiser le scrutin du 17 janvier, M. Ambroise affirme qu'il est inconstitutionnel. Au moins cinq des neuf organismes siégeant au CÉP ont refusé la destitution de leurs représentants originels et c'est le CNG qui a donc nommé la majorité des membres du nouveau CÉP.

« Qui sont ces personnes? », lance Emmanuel Ambroise. Ils ne comptent pas pour moi et je ne désire pas les connaître. La constitution ne les reconnaît pas et je suis pour la défense de la Constitution de 1987.

Les cinq personnalités qui ont condamné hier le scrutin du 17 janvier au nom de la « Société civile » étaient le Dr Louis Roy, de l'Association de défense de la constitution, le père Antoine Adrien, du secteur engagé de l'Église catholique, et MM. Jean-Jacques Honorat, du Centre haïtien de défense des libertés publiques, Gabriel Miracle, de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens, et Antoine Izméry, un commerçant.

Il ont lancé un appel à la population pour qu'elle mobilise et soutienne unanimement l'initiative condamnant le scrutin du 17 janvier et lancée récemment dans un « Manifeste du peuple haïtien ». « Aucun pouvoir ne peut reposer sur la force des batonnets ni contre une volonté populaire clairement exprimée, a affirmé le père Adrien. Notre force, c'est l'union. Nos moyens sont légaux et pacifiques ».

Pour Emmanuel Ambroise, le bain de sang du 29 novembre était l'aboutissement du conflit né avec la réforme constitutionnelle de mars 1987; cette Constitution établissait l'indépendance du CÉP vis-à-vis du pouvoir politique et excluait les duvaliéristes « zélés » du pouvoir pour 10 ans. « Le décret électoral de juin, qui déboucha sur un mois d'agitation durement réprimée, et les opérations des escadrons de la mort contre les démocrates et contre le CÉP préparèrent la voie à la barbarie anti-haïtienne, anti-nationale et anti-patriotique du 29 novembre ».

Les quatre principaux candidats à la présidence (Gérard Gourgue, Louis Déjoe, Sylvio Claude et Marc Bazin) boycottent le scrutin du 17 janvier, et des di-

zaines de candidats se sont retirés des élections sénatoriales (27 sièges) et législatives (77 sièges). Quatorze candidats étaient en lice hier pour la présidence, dont la moitié avaient été refusés par l'ancien CÉP pour « duvaliérisme zélé ».

La Presse recevait hier, enfin, un télex du « NTS News Bureau » à New York offrant « à toutes les organisations de presse » des services complets pour la couverture du scrutin du 17 janvier en Haïti: inscriptions préalables pour les journalistes, réservations de satellite, d'hôtels et de voitures, services de télex et bilingue, guides bilingues, accueil et formalités à l'aéroport et expédition des films et cassettes.

AMATEURS

Les amateurs n'attendent que ça...

que l'avenir de La Moulerie, située sur la rue Monkland, dépendra de la réaction des clients dans les semaines qui suivront l'arrivée des nouvelles moules. Ouverte il y a un an, cette deuxième Moulerie a dû fermer ses portes dès la semaine qui a suivi l'interdiction des moules, les gens n'ayant pas eu le goût d'essayer le menu alternatif. La clientèle a chuté de 95 p. cent du jour au lendemain.

Par comparaison, la baisse de clientèle a été de 60 à 70 p. cent à La Moulerie de la rue Bernard. Il faut reconnaître qu'avec une enseigne portant un tel nom, ce qui est arrivé a pris l'allure d'une sinistre farce fricotée par le hasard.

Comment pourra-t-on être sûr que les moules qu'on nous présente sont sans danger pour la santé? Les mollusques seront inspectés avant d'être mis sur le marché. Les scientifiques du gouvernement ont mis au point un processus de détection de l'acide domoïque qui fera désormais partie de la gamme de tests appliqués lors de l'inspection. Rappelons que l'on a découvert que les empoisonnements étaient causés par une toxine, l'acide domoïque, provenant d'une herbe marine appelée chondria.

Par ailleurs, l'industrie des pêches, le gouvernement fédéral et les provinces baignant l'Atlantique ont entrepris une série de rencontres pour mettre au point une campagne de publicité conjointe qui sera lancée dès le mois de février dans le but de rétablir la confiance des consommateurs.

Au ministère des Pêches et Océans, on précise que les pêcheurs pourront immédiatement faire la cueillette des mollusques, moules, huîtres, palourdes et myes, en étant assurés de leur innocuité, dans les zones qui seront ouvertes et qui seront identifiées ce matin lors d'une conférence de presse.

VIOLENCE

Nouvelle flambée de violence dans les territoires occupés

dans un camp de réfugiés proche de Tulkarem, en Cisjordanie. De plus, les forces de l'ordre ont dispersé par gaz lacrymogènes des manifestations sporadiques en Cisjordanie et obligé des magasins à ouvrir à Rammallah, au nord de Jérusalem.

Devant cette permanence de la violence, l'armée a reporté à plus tard l'allègement prévu du lourd dispositif qu'elle a mis en place dans le courant décembre en Cisjordanie et à Gaza.

En fin de semaine, l'état-major avait décidé de réduire son effectif dans les territoires occupés, pariant sur un retour au calme qui ne s'est finalement pas produit. Plusieurs éléments expliquent cette poursuite de la violence à laquelle le gouvernement israélien ne parvient pas à mettre un terme.

Tout d'abord, il y a certainement une fatigue et une exaspération des troupes chargées du maintien de l'ordre. Pratiquement, ce sont toujours les mêmes qui sont sur la brèche depuis quatre longues semaines. Les relèves et les permissions sont toujours suspendues, en attendant un hypothétique retour au calme.

Ensuite, « les morts entraînent d'autres morts », selon l'expression d'un militaire israélien. Chaque victime provoque des manifestations qui, à leur tour, entraînent des affrontements dont certains tournent au drame.

Enfin, ces affrontements ont un caractère spontané et anarchique et se poursuivent quel que soit le nombre de meneurs, ou supposés tels, emprisonnés.

Dans cette situation de moins en moins contrôlée, la prochaine expulsion de neuf Palestiniens, loin de dissuader les manifestants, jettera sans aucun doute à nouveau de l'huile sur le feu, estiment les observateurs.

Aux Nations unies, les États-Unis ont apporté leur soutien au texte du Conseil de sécurité après avoir obtenu un assouplissement des formulations employées. L'avant-projet préparé par les membres non alignés du Conseil proposait que le Conseil « exige » d'Israël de renoncer aux déportations.

L'appel du Conseil a été rejeté par l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, M. Benjamin Netanyahu, qui a affirmé qu'Israël était le



LASERPHOTO REUTER

L'armée israélienne a imposé un couvre-feu pour la deuxième fois en 24 heures dans un camp de réfugiés proche de Tulkarem, en Cisjordanie, où les forces de l'ordre ont dispersé par gaz lacrymogènes des manifestations sporadiques. Le bilan des affrontements d'hier est d'au moins un mort et huit blessés chez les Palestiniens.

seul pays à avoir mis en oeuvre la convention de Genève de 1949 depuis sa ratification.

Dans les milieux diplomatiques israéliens, on se montrait particulièrement irrité de l'appui donné par les États-Unis à cette résolution et on estimait que Washington faisait le jeu de l'OLP.

Le mois dernier, le Conseil avait adopté par 14 voix et une abstention — celle des États-Unis — une résolution déplorant vivement la répression israélienne dans les territoires occupés. Les États-Unis avaient causé une surprise en critiquant sévèrement les moyens employés par les forces de l'ordre israéliennes pour faire face aux manifestants et en prenant le contrepied des positions de Jérusalem sur les raisons profondes des événements actuels.

Pour la première fois depuis l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, le représentant d'une grande nation occidentale, en l'occurrence M. David Mellor, ministre-adjoint au Foreign Office, a condamné avec une rare virulence les conditions de vie dans les camps palestiniens.

De son côté, l'ambassadeur égyptien à Tel Aviv, M. Mohamed Bassiouni, a été reçu hier par le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, qui l'a assuré de son désir de « poursuivre le processus de paix ». M. Oussama el-Baz, conseiller politique du président Moubarak, avait affirmé dans une interview parue lundi au Koweït que son pays n'envisage pas, pour le moment, de modifier le niveau des relations diplomatiques.

Le roi Hassan II du Maroc a dénoncé en outre « l'attitude passive » des « grandes puissances »,

notamment « celle des États-Unis » à l'égard des événements dans les territoires occupés. Le roi du Maroc a prononcé cette condamnation lors de l'ouverture solennelle des travaux du comité islamique Al-Oods, réuni à son initiative à Ifrane pour examiner cette situation.

Un certain nombre de personnalités palestiniennes nationalistes ont par ailleurs lancé lundi soir l'idée que, peut-être, on pourrait essayer de remplacer la violence par « l'arme de la non-violence ». Cette initiative est l'oeuvre de MM. Hanna Siniara, rédacteur-en-chef du journal Al-Fajr de Jérusalem-Est, et de Moubarak Awad, un Palestinien-américain directeur du centre d'études sur la non-violence à Jérusalem-Est.

M. Siniara a indiqué que les dirigeants palestiniens pourraient demander demain aux quelque 1,4 million d'Arabes vivant sous occupation israélienne de ne pas payer d'impôts, de ne pas acheter de produits israéliens et de se vêtir de noir pour porter le deuil des personnes tuées depuis le 9 décembre.

Le ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès doute de l'efficacité de la désobéissance civile, estimant qu'elle ne ferait qu'empirer la situation des Arabes de Cisjordanie et de Gaza. « Je ne pense pas que cette campagne aura lieu, car les résidents des territoires connaissent les limites à ne pas dépasser... Quoiconque fomenta la rébellion aggrave sa situation. Et je sais qu'ils (les Palestiniens) sont très sensibles au risque de devoir quitter leurs territoires », a-t-il déclaré à la radio de l'armée israélienne.

DOLLAR

Le dollar canadien gagne 30 centimes de cent

ters, qui citait de nombreux commentaires favorables à l'économie canadienne. Les économistes y soulignaient les avantages qui découleront de la signature du traité de libre-échange.

En effet, explique M. Brunet, le traité pourrait susciter une entrée de capitaux étrangers au Canada, entrée qui est favorable au dollar canadien. Pour des investisseurs étrangers intéressés par la conquête du marché américain, il pourrait être plus économique, avec l'abolition des barrières tarifaires, de s'établir au Canada et ainsi profiter d'un dollar canadien relativement meilleur marché pour exporter au sud de la frontière, plutôt que de s'installer aux États-Unis.

Pour sa part, M. Raymond Théorêt, économiste à la Banque Nationale, rappelle que le réajustement partiel du prix des matières premières, notamment du pétrole, pousse la devise canadienne à la hausse.

Contribuent à cette hausse du dollar canadien l'écart relatif important qui existe entre les taux d'intérêt prévalant dans les deux pays ainsi que le taux d'inflation qui, depuis peu, est devenu plus important aux États-Unis qu'au Canada.

À court terme, les cambistes prévoient que des prises de profits pourront gruger la hausse enregistrée par les dollars canadien et américain au cours des derniers jours. À moins que la hausse ne dépasse de façon significative le seuil psychologique des \$0,7750 US, on ne croit pas que l'appréciation du dollar canadien se poursuivra.

Invention d'un dispositif pour combattre la brycomanie

United Press International

AUSTIN, Texas

Un inventeur qui avait déjà mis au point, en 1972, un dispositif électronique détectant le ronflement, vient de s'attaquer à une autre source de discorde dans la chambre à coucher, le grincement des dents.

Robert Crossley, qui a inventé l'« anti-ronflement », a bon espoir qu'une invention similaire, l'« anti-brycomanie », pourra lui aussi aider les couples à mieux se tolérer.

Il s'agit d'une espèce de collier muni de détecteurs qui, lorsque le dormeur grince des dents, envoient un courant électrique aux muscles du cou et provoque ainsi le relâchement de la mâchoire. Le choc, affirme M. Crossley, est trop léger pour éveiller le dormeur.

L'appareil, constitué d'une batterie de neuf volts, d'un circuit électrique et de deux électrodes, possède en outre un compteur électronique qui indique à l'utilisateur le nombre de fois qu'il a fonctionné durant la nuit. Avec l'usage, la fréquence des accès de brycomanie devrait diminuer, soutient l'inventeur: « Le choc est suffisant pour aviser le cerveau de l'incongruité de cette pratique, et le subconscient finit par s'y opposer. »

Précision
■ Dans une dépêche transmise hier par la Presse Canadienne sur le service téléphonique S.O.S. violence conjugale, on indiquait erronément que le service avait reçu en moyenne quelque 95 appels par jour. Il aurait fallu lire 95 appels par semaine.

Où donner son sang

La Presse et la Croix-Rouge rappellent que seulement 3 p. cent des Québécois donnent régulièrement de leur sang. En cette période des Fêtes, pourquoi ne pas faire don d'un peu de votre sang? Aujourd'hui, la Croix-Rouge tient des cliniques aux endroits suivants:
■ à Montréal, au centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 10h à 18h;
■ à Saint-Hyacinthe, parrainée par les Chevaliers de Colomb, Manège militaire, 2155 rue Laframboise, de 14h30 à 20h30;
■ à Saint-Jacques-de-Montcalm, au gymnase de l'école Saint-Louis-de-France, 4 rue du Collège, de 14h30 à 17h, et de 18h30 à 20h30.

LA MÉTÉO
Québec, États-Unis, les capitales, Canada
La Quotidienne
Tirage d'hier
à trois chiffres 563
à quatre chiffres 1206
01-3-01
6 Janvier 1988

STATE OF ILLINOIS CANNABIS
One Gram \$5 JUST SAY "NO"
Le timbre fiscal anti-drogue
Dans l'état de l'Illinois, les trafiquants de drogue pourront désormais être poursuivis pour un chef d'accusation supplémentaire: celui de « défaut de timbre fiscal ». Selon une nouvelle loi de cet État américain, tout vendeur de drogue est dans l'obligation d'acheter un timbre fiscal d'une valeur de \$5 par gramme pour la marijuana, \$250 par gramme pour les autres drogues ou encore un timbre forfaitaire de \$2 000 pour chaque dose de drogue non vendue au poids. Les contrevenants seront passibles d'amendes proportionnelles au montant de « l'évasion fiscale » et à une peine maximale de trois ans de détention. Il semble plutôt paradoxal qu'une activité illégale se voie ainsi reconnaître un statut fiscal aux États-Unis. Mais, si les autorités ne s'attendent pas à ce que les trafiquants fassent la queue devant les guichets, ils disposeront en revanche d'un motif de condamnation supplémentaire contre eux. Le porte-parole de la police de l'Illinois a ainsi rappelé que c'était le délit d'évasion fiscale qui avait permis de mettre Al Capone sous les verrous. Les timbres en question étant assez originaux (une feuille de marijuana entaillée, un crâne barré de tibias), l'État compte également remplir ses caisses avec les achats de collectionneurs.

Santé mentale: Québec sera prêt au printemps

SUZANNE DANSEREAU
de La Presse Canadienne
QUÉBEC

La politique définitive du gouvernement québécois en matière de santé mentale sera prête au printemps et elle impliquera sûrement le déblocage de fonds supplémentaires dans le prochain budget Lévêque, a promis hier la ministre de la Santé Thérèse Lavoie-Roux.

A l'ouverture des travaux de la commission parlementaire chargée d'étudier le rapport Harnois sur la santé mentale au Québec, Mme Lavoie-Roux a indiqué que son gouvernement endossait les recommandations principales qui y sont contenues.

Le rapport, publié en septembre dernier, recommande un partenariat entre les divers intervenants, médicaux et psychoso-

ciaux, qui oeuvrent en santé mentale, afin d'assurer des meilleurs services aux personnes souffrant de troubles mentaux.

Hier, Mme Lavoie-Roux s'est dit d'accord pour accorder un soutien aux familles des malades mentaux et pour accroître les budgets aux organismes communautaires.

« Quant à savoir si on va doubler le budget, comme le recommande le rapport, je ne peux être plus précise à ce moment », a-t-elle par contre nuancé.

Mme Lavoie-Roux s'est dit séduite par l'idée de donner aux CRSSS le mandat d'établir des plans régionaux: « C'est certainement une proposition très intéressante », a-t-elle indiqué.

La ministre endosse également la recommandation de donner une formation en santé mentale aux omnipraticiens, parce que, travaillant « en première ligne »

dans les hôpitaux et les CLSC, ils peuvent rendre des services en santé mentale qui ne nécessitent pas nécessairement l'intervention des psychiatres.

Par étapes

Comme le recommande le rapport Harnois, Québec procédera par étapes dans ce dossier et il ne faut donc pas s'attendre à ce que toutes les sommes requises à la mise en application du rapport soient débloquées en 1988.

Le rapport propose de procéder en trois étapes et sur une période de cinq ans. La première étape touche l'aide aux familles et la sensibilisation du public aux problèmes de santé mentale.

L'opposition péquiste a reproché, hier à la ministre, de ne pas bouger assez vite dans ce dossier et de vouloir sauver du temps. Le chef du Parti québécois, M. Chevrete, a fait savoir à Mme La-

voie-Roux qu'il aurait aimé connaître une position claire de la part du gouvernement.

Pour sa part, Mme Lavoie-Roux a expliqué qu'elle préférerait attendre la fin de la commission parlementaire, qui entendra plusieurs témoins — psychiatres, psychologues, travailleurs sociaux et autres — pour annoncer sa politique.

Les deux formations politiques ont soulevé, hier, certaines questions laissées en plan dans le rapport Harnois, notamment l'épineuse question de la désinstitutionnalisation des soins en santé mentale, et le rôle des divers intervenants.

Le chef de l'Opposition a été plus sévère face au rapport Harnois, lequel, selon lui, élude une foule de considérations.

« Quels seront les rôles de chacun et quand interviendront-ils? »

Quel sera le budget de mise en application du projet? Où se situe le psychiatre, l'omnipraticien? Quels services offriront les organismes communautaires », a-t-il lancé.

M. Chevrete a également déploré que le rapport Harnois ne mentionne pas les expériences de désinstitutionnalisation réalisées dans les hôpitaux Robert Giffard et Louis-Hyppolite Lafontaine.

La politique en santé mentale du gouvernement sera annoncée après la publication du rapport de la Commission Rochon, qui elle s'est penchée sur l'ensemble du système de santé et services sociaux au Québec.

Hier, Mme Lavoie-Roux a promis qu'il n'y aura pas de conflit entre les deux corps, la Commission Rochon ayant déjà entériné l'approche du comité Harnois.



La ministre des Affaires sociales Thérèse Lavoie-Roux répond aux journalistes. PC LASERPHOTO

Les psychologues se sentent exclus du rapport Harnois

SUZANNE DANSEREAU
de La Presse Canadienne
QUÉBEC

Une des solutions-clés aux problèmes grandissants de santé mentale est l'accès gratuit aux services psychologiques, estime la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, qui comparait hier soir devant la commission parlementaire sur la santé mentale.

Les psychologues se sentent exclus du rapport Harnois sur la santé mentale lequel, selon eux, favorise les médecins omnipraticiens au détriment des psychologues à titre d'intervenants privilégiés en santé mentale.

Le rapport propose notamment de former les médecins omnipraticiens en santé mentale, pour répondre aux besoins croissants de personnes ayant des troubles mentaux ou émotifs.

La ministre de la Santé a fait savoir hier qu'elle était d'accord avec cette idée. Le gouvernement

permet d'ailleurs aux omnipraticiens de faire des psychothérapies.

Pourtant, les psychologues sont déjà outillés pour offrir des services en santé mentale, a fait valoir hier la vice-présidente de la Corporation, Mme Renée Lavigne-Sabourin.

À l'heure actuelle, consulter un psychologue dans un cabinet privé coûte en moyenne \$40 l'heure. Contrairement aux médecins et aux psychiatres, les frais de consultation d'un psychologue ne sont pas couverts par l'assurance-maladie.

Accès réduit

« Si on a des problèmes de santé mentale, il faut être riche pour se faire soigner », a commenté hier Mme Lavigne-Sabourin.

Certains hôpitaux, centres d'accueil et CLSC offrent des services gratuits de psychologues mais la pratique n'est pas courante, déplore-t-elle.

De plus, ces établissements, faute des ressources, ne peuvent

souvent traiter que les cas « lourds », laissant les déprimés, angoissés ou autres, aller chez leur médecin pour régler leurs troubles émotifs.

« Quand un individu fait une crise d'angoisse ou a des problèmes graves avec son conjoint, par exemple, il devrait pouvoir avoir accès gratuitement à un psychologue. S'il va voir le médecin, son problème n'est pas réglé », estime Mme Lavigne-Sabourin.

« Celui qui commence à avoir un problème de santé mentale devrait pouvoir consulter un psychologue au même titre que quelqu'un qui a un problème de santé physique », explique-t-elle.

« Nous voudrions être à la santé mentale ce que l'omnipraticien est à la santé physique », ajoute-t-elle.

Le fait que le rapport Harnois favorise la formation des omnipraticiens en santé mentale plutôt que l'intégration des psychologues dans le réseau de la santé est « ridicule », conclut la vice-présidente la CPPQ et amènera

une surmédicalisation (déjà existante) des problèmes de santé mentale.

L'organisme, qui regroupe 3000 psychologues, dont près de la moitié sont des psychologues cliniciens, demande au gouvernement d'étudier la possibilité d'intégrer davantage les psychologues au réseau public — en particulier dans les CLSC, car c'est là que vont les patients en premier — ou encore de les inclure dans le régime de l'Assurance-maladie.

Selon la Corporation, cette dernière solution coûterait \$34 millions par année à l'État.

L'intégration poussée dans le réseau actuel serait très économique pour l'État, fait également valoir la Corporation, puisque que les psychologues coûtent environ deux fois moins cher qu'un omnipraticien (\$35 000 par année en moyenne, contre \$75 000 par année).

Hausse de 130% en 10 ans des familles monoparentales

Presse Canadienne
OTTAWA

Pendant que les familles traditionnelles comptant un époux et une épouse augmentaient en 10 ans de 42 pour cent, le nombre des familles monoparentales enregistré, au cours de la même décennie, une progression beaucoup plus rapide de 130 pour cent.

C'est ce que révèle le numéro d'hiver 1987 du périodique Tendances sociales canadiennes, diffusé hier par Statistique Canada.

Par ailleurs, ce sont les femmes qui sont à la tête de la majorité des familles monoparentales canadiennes, si l'on se fie aux chiffres colligés par l'agence fédérale.

En 1986, 82 pour cent des familles monoparentales étaient menées par des femmes, ce qui entraîne pour ces familles maints désavantages économiques, puisque plus de la moitié des femmes chefs de famille monoparentale disposent de revenus inférieurs au seuil officiel de pauvreté.

À titre de comparaison, en 1985, les familles monoparentales dirigées par une femme avaient un revenu moyen d'un peu plus de \$20 000, contre \$44 000 environ pour les familles époux-épouse ayant des enfants.

MICRO-XT

IBM PC-XT COMPATIBLE

- Mémoire: RAM: 640 Ko
- Unité de disque: 2 lecteurs de disques double côté, double densité 360 Ko chaque
- Moniteur: haute résolution
- Clavier: 5151, 5150 ou type AT

- Interfaces:
 - Carte vidéo: monochrome ou carte couleur haute résolution
 - Sortie série et parallèle pour l'imprimante
 - Interface série RS-232 C
 - Horloge-calendrier
 - 8 fentes d'expansion

SPÉCIAL

995\$

25MO

395\$

AT

aussi disponible

CENTRE DE L'ORDINATEUR
VIRAGE TECH

203, boul. des Laurentides, Pont-Viau **663-6719**

835, Décarie, Ville Saint-Laurent **747-7033**

936, boul. de Maisonneuve est, Montréal **844-6332**

SERVICE APRÈS-VENTE PLUS
Garantie complète

CÉGEP DE SAINT-LAURENT

NOUVEAU

obtenez une reconnaissance d'acquis en

MATHÉMATIQUE

Oui

Oui

Oui

Si vous avez atteint les objectifs d'un cours, vous pouvez obtenir les crédits correspondants, sans devoir le suivre

Quelle que soit la façon dont vous avez atteint les objectifs:

- par des apprentissages scolaires dans un autre cours
- par des études dans un autre pays
- par des études personnelles
- etc.

vous pouvez demander une évaluation de votre dossier et vous pourriez obtenir des crédits.

Un formulaire d'inscription est disponible au Service de la formation aux adultes du Cégep de Saint-Laurent. Pour renseignements: 747-6616.

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Qué. H4L 3X7

A deux pas du métro

Station Du Collège

NAUTILUS PLUS

COMBAT LE T.I.P.H.U.S.*

* Temps Introuvable Pour Humain Ultra Stressé.

Clinique Nautilus Plus

Rx TRAITEMENT DE FAVEUR

50%

DE RABAIS

SUR L'INVESTISSEMENT INITIAL JUSQU'AU 26 JANVIER

Choisir un ou plusieurs des remèdes suivants:

Posologie:

1. PRENDRE à la période de votre choix: le matin avant le travail; l'avant-midi; le midi à l'heure du lunch; l'après-midi; après le travail; en soirée.
2. RÉPÉTER 2 à 3 fois par semaine selon les besoins.

Nautilus PLUS

La forme au maximum
 Anjou 353-7860
 Brossard 465-6113
 Centre Rockland 341-1553
 Centre-ville 866-1953
 Côte de Liesse 739-3654
 Côte St-Luc (Cavendish Club) 489-7543
 Île des Soeurs 765-9620
 Lasalle 366-0711
 Laval (Centre Sportif Carrefour) 681-6455
 Laval (Val des Arbres) 668-2686
 Longueuil 674-6264
 Place Victoria 871-9544
 Pointe-Claire 694-4748
 Repentigny 585-7333
 St-Laurent 337-9456

«L'affaire Oerlikon»: Bissonnette et Ouellette tenteront d'obtenir le rejet d'une accusation

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

Blanchis des accusations de corruption à l'issue de leur enquête préliminaire, le député conservateur de Saint-Jean, André Bissonnette, et son organisateur politique Normand Ouellette tenteront d'obtenir le rejet des accusations d'abus de confiance retenues contre eux dans le cadre de «l'affaire Oerlikon». La requête sera entendue à Saint-Jean-sur-Richelieu, le 1^{er} février.

Au moins une autre requête sera présentée par la suite, celle-là uniquement au nom du député Bissonnette. La rédaction est en cours mais l'avocat au dossier, Me Bruno Pateras, réserve le dévoilement des détails pour plus tard.

Outre l'abus de confiance, les deux hommes sont accusés de fraude relativement à des transactions faites avec la compagnie suisse Oerlikon. Celle-ci a obtenu du gouvernement fédéral un contrat de \$600 millions et a construit son usine à Saint-Jean-sur-Richelieu, sur un terrain dont la valeur avait triplé à presque \$3 millions en seulement 15 jours.

Alors que le choix des jurés pour le procès des deux hommes doit se faire le 4 février, les avocats de MM. Bissonnette et Ouellette se sont mis d'accord pour contester au préalable la constitutionnalité de la notion d'abus de confiance au sens du Code criminel.

Me Jean-Claude Hébert, représentant de M. Ouellette, estime que le Code en question criminalise chez l'homme politique un comportement qui, s'il était adopté par un avocat, par exemple, ne constituerait qu'un accroc susceptible d'être sanctionné par sa corporation professionnelle.

L'article 111 contesté se lit comme suit: «Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans tout fonctionnaire qui, relativement aux devoirs de sa charge, commet une fraude ou un abus de confiance, que la fraude ou l'abus

de confiance constitue ou non une infraction s'il est commis à l'égard d'un particulier».

Il demeure impossible de divulguer les informations sur lesquelles s'est appuyé le juge Bernard Tellier de la Cour des sessions de Saint-Jean-sur-Richelieu, le 21 décembre dernier, pour maintenir les accusations de fraude et d'abus de confiance, en raison d'une interdiction de publication.

Ce même jour, le magistrat avait jugé bon de rejeter les accusations de corruption à l'issue de l'enquête préliminaire s'étant déroulée du 9 au 23 novembre 1987.



Le député conservateur de Saint-Jean, André Bissonnette



Normand Ouellette, l'organisateur politique du député

Les employés au sol de Québecair invités à se prononcer sur les offres patronales

Presse Canadienne
QUÉBEC

En grève depuis le 10 juillet, les 250 employés au sol de Québecair seront invités au cours des prochaines semaines à se prononcer sur les dernières offres patronales. La tenue du vote est toutefois conditionnelle à une entente entre Québecair et ses 54 agents de bord, en grève depuis le 6 août.

«Les deux groupes de salariés, membres de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (AIMA (FTQ)), ont formé une coalition et comptent bien retourner au travail au même moment», a mentionné au Soleil M. André Bonenfant, négociateur en chef pour le groupe au sol.

Interrompues pour la période des Fêtes, les négociations ont repris lundi et hier entre Québecair et le syndicat des agents de bord, en présence du médiateur Roch Saint-Hilaire. Un porte-parole de Québecair, M. Guy Sarrazin, a précisé que les crédits de vol et les échelles salariales sont les principaux points en litige.

Pour les employés au sol, ni Que-

becair ni le syndicat ne parlent d'entente de principe. Il s'agit d'une hypothèse de règlement, a dit le représentant patronal.

Le négociateur syndical a pour sa part affirmé que le comité de négociation n'a pas le choix de s'engager à présenter les nouvelles offres aux syndiqués. Après six mois de grève, il faut demander l'heure juste aux membres, a-t-il mentionné. «Pourant, l'employeur n'a pas tellement modifié ses offres depuis le 4 septembre, de dire M. Bonenfant. Il les a tout au plus remaniées».

En octobre, 80 p. cent des employés au sol ont rejeté les offres finales et globales de l'employeur, tandis que 85 p. cent des agents de bord ont fait de même.

Selon le syndicat des employés au sol, les dernières offres soumises entraînent une baisse importante dans les bénéfices marginaux. Le syndicat

aurait toutefois réussi à maintenir le plancher d'emploi, après avoir exercé des pressions auprès du ministre des Transports, Marc-Yvan Côté. Québecair refuse pour sa part de commenter le contenu des récentes propositions.

Le porte-parole syndical a admis que le conflit de travail chez Québecair est ignoré par la population. «Avec l'expertise de Nordair-Méto, l'aide de cadres et l'emploi de briseurs de grève, Québecair réussit à assurer normalement ses services, donc le public croit que le conflit est réglé», a-t-il constaté.

PRÊTS

commerciaux seulement
sans nantissement.
Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488



COLLÈGE NOTRE-DAME

3791, chemin Queen Mary, Montréal H3V 1A8

Cours secondaire complet sous la direction des Frères de Sainte-Croix
Pensionnat • Externat
Garçons et filles



Examens d'admission

Le samedi 5 décembre pour les candidats à la 1^{re} secondaire dont le nom de famille commence par les lettres «A à K».

Le samedi 12 décembre pour les candidats à la 1^{re} secondaire dont le nom de famille commence par les lettres «L à Z».

Les samedis 9 et 16 janvier pour tous les candidats.

Les candidats se présentent sans rendez-vous et doivent avoir en leur possession une photocopie du bulletin de juin 1987 et une photocopie du bulletin de l'année en cours.

Début des examens: 13h30
Durée des examens: 3 heures.

Frais: 20\$

INSCRIPTION POUR SEPTEMBRE 1988

Pensionnat — Externat

GARÇONS ET JEUNES FILLES



(RIGAUD)
INSTITUTION PRIVÉE

Dirigée par les Clercs de St-Viateur, construite à flanc de montagne, à environ 50 kilomètres de Montréal, près de l'autoroute transcanadienne.

Cours secondaire complet (avec ou sans latin).
Classes spéciales pour les élèves anglophones.
Animation, pastorale et sports privilégiés.
Glacière artificielle, piscine, deux gymnases, nombreux laboratoires, plusieurs salons, etc.
Transport organisé pour les fins de semaine.
Enseignement de l'informatique.

Pour une inscription en 1^{re}, en 2^e ou en 3^e secondaire, veuillez vous présenter au Collège pour les tests d'admission avant 9 h 30.

le samedi 9 janvier 1988 ou
le samedi 23 janvier 1988 ou
le samedi 12 mars 1988

Pour renseignements en 1^{ère}, 2^e et 3^e secondaire, composez
(514) 451-5785

Pour renseignements en 4^e et 5^e secondaire composez
(514) 451-4716



Gerald LeBlanc

Bye Bye 87!

Quand on ne sait plus trop quoi faire, on se réfugie dans le monde des souvenirs. Quand on ne sait pas par où commencer une nouvelle année, on refait le bilan de celle qui vient de s'achever.

En feuilletant les 228 chroniques pondues en 1987, une bonne quinzaine de points forts de la vie montréalaise ont refait surface.

■ l'arrivée spectaculaire des Turcs, des Tamouls et autres revendicateurs du statut de réfugié.

■ la naissance et la mort d'un nouveau quotidien *Le Matin*.

■ l'émergence d'une nouvelle race de monde, les sans-abri du centre-ville, dont c'était l'année internationale.

■ la frénésie immobilière et les folles hausses de taxes municipales.

■ la disparition de notre équipe de football, les Alouettes.

■ l'absence du Grand Prix automobile de Montréal.

■ le retour de Tim Raines et l'érection du toit sur le stade.

■ la rituelle grève du transport en commun.

■ le laborieux agrandissement de notre Musée des Beaux Arts.

■ l'historique déluge du 14 juillet, qui a chassé le maire Doré dans les Laurentides.

■ le centenaire de l'ingénierie canadienne et l'exposition de Leonardo da Vinci.

■ le centenaire de la Chambre de Commerce et son grand rassemblement «Défi Montréal».

■ l'excellent rapport Pichette sur la relance économique de l'Est.

■ la décevante réaction d'Ottawa au rapport Picard sur la restructuration économique de Montréal.

■ l'émergence de corporations de «développement économique communautaire» dans les quartiers pauvres du sud, de Pointe-Saint-Charles à Pointe-aux-Trembles.

■ la valse hésitation du gouvernement Bourassa autour de la protection du français (ou de l'anglais) dans la métropole québécoise.

■ les remous du krach de novembre à la Tour du Square Victoria et chez les nouveaux convertis du périlleux jeu de la bourse.

■ l'émouvant attachement manifesté par les Montréalais à la mort de René Lévesque.

■ l'insensée mort d'Anthony Griffin, un jeune Noir abattu par un policier de la CUM.

■ les difficiles débuts d'une opposition aux irresponsables gérants de nos écoles, les commissaires de la CECM et du PSBGM.

■ le passage de la flamme olympique, en route pour Calgary qui rejoint Montréal dans le club sélect des villes hôtes des Jeux Olympiques.

■ l'éclatement inopiné d'une crise majeure à la piste de courses Blue Bonnets.

«Ce qui est reçu, est reçu selon le mode du recevant», disait naguère saint Thomas d'Aquin. Le docteur angélique voulait ainsi souligner que notre perception de la réalité est toujours subjective.

À l'exception de l'affaire Blue Bonnets, survenue en toute fin d'année, tous les sujets mentionnés plus haut furent traités dans mes chroniques. Un autre observateur aurait sans doute fait d'autres choix.

Ce qui m'étonne néanmoins c'est de ne retrouver dans ma liste aucun geste de l'administration Doré-Fainstat, à moins de considérer l'annulation du Grand Prix et l'absence du maire lors du déluge comme des bons coups.

Ce n'est pas que l'administration du RCM n'ait rien fait. Au contraire, l'équipe de Jean Doré a, en général, tenu ses deux principales promesses: moderniser et démocratiser l'appareil municipal.

Les nouveaux maîtres de Montréal n'ont cependant jamais réussi à frapper l'imagination populaire, à poser des gestes spectaculaires dont on se souviendrait et qu'on mentionnerait dans un bilan de fin d'année.

«In medio stat virtus», disait encore Saint-Thomas, pour nous inviter au juste milieu, quelque part entre les extrêmes. Un idéal difficile à atteindre, si l'on en juge par les régimes qui se succèdent à l'hôtel de ville de Montréal.

Jean Drapeau nous avait habitués au style des grands coups de théâtre, qui faisaient oublier les cruelles déficiences de son administration quotidienne. C'est maintenant l'inverse avec Jean Doré.

C'était peut-être le message du *Bye Bye 87* de Radio-Canada. En plus d'être «platte» au possible, comme l'a déjà souligné Louise Cousineau, cette revue humoristique de l'année révélait en effet une perception bien particulière de la réalité. Celle de Louis Saia, l'auteur des textes, mais aussi d'un nombre grandissant de Montréalais.

René Lévesque mort, Pierre Trudeau en réclusion et Jean Drapeau en exil à Paris, l'État-spectacle a fait place à la gestion tranquille. Jean Saia et les anciens enfants du «baby boom» en concluent qu'il ne se passe plus rien dans la société.

Montréal est en train de subir la plus importante transformation de son histoire: l'arrivée massive d'un nouveau type d'immigrants remet en question la nature même de notre société et, en corollaire, la place du français dans cette nouvelle famille. Ce n'est pas important puisque Jean Drapeau n'a pas donné de spectacle sur le sujet.

Ottawa et les provinces canadiennes ont signé, au Lac Meach, un accord historique qui reconnaît le Québec comme société distincte. Y'a rien là, puisqu'aucun autre grand acteur ne semblait disposé à remonter sur les planches avec Pierre Trudeau.

Le Canada et les États-Unis viennent de signer un accord de libre-échange qui pourrait modifier fondamentalement la nature et le fonctionnement de notre pays. Puis après! Le duo irlandais Mulroney-Reagan ne donne pas un assez bon show pour faire partie de la revue de l'année.

Louis Saia a préféré les vrais nouveaux héros de notre fin de siècle, Jean-Paul Bellevue et Pierre Lambert. Ce sont eux, après tout, qui façonnent leur vie et alimentent nos conversations.

Je n'ai rien contre les émissions *Lance et Compte* ou *Des dames de coeur*. Au contraire, les Québécois y démontrent une rare maîtrise de la technique de deux drames sentimentaux aux cinq minutes, inventés dans Peyton Place il y a 30 ans et perfectionnée dans Dallas.

Ce n'est finalement pas le fruit du hasard si c'est chez nous que fut produit le chef-d'œuvre cinématographique de Denis Arcand, *Le déclin de l'empire américain*.

Quand l'émission humoristique en sont réduites à puiser leur inspiration dans les téléromans, on ne doit en effet pas être bien loin du déclin. Vive le narcissisme et le nombrilisme!

CÉGEP DE SAINT-LAURENT

Cours pour adultes

ASSUREZ-VOUS D'UNE FORMATION COLLEGEIALE DE QUALITÉ AVEC LES COURS SUIVANTS:

- | | |
|------------------------------|--|
| Architecture | : Construction B. (098) |
| Biologie | : Biologie générale I. (301)
Grandes questions biologiques. (999) |
| Bureautique | : Traitement de l'informatique textuelle I. (201)
Traitement de l'information textuelle II (Wordperfect et graphiques). (301)
Traitement des données. (525) |
| Chimie | : Chimie des solutions. (201) |
| Cinéma | : Cinéma et communication. (942) |
| Économique | : Introduction à la macro-économique. (920) |
| Électronique | : Résolution de problèmes d'électronique (160).
Circuits à courant continu. (170).
Circuits numériques. (350).
Micro-ordinateurs. (360).
Alimentation thyristor. (370).
Mesure en milieu industriel. (460).
Initiation aux contrôles de machines. (480).
Initiation aux projets. (490). |
| Électronique pour tous | : Circuits pratiques d'électronique. (931). |
| Français | : Lecture et écriture. (203).
Lecture et analyse. (303).
Littérature de la francophonie. (407).
Littérature et société québécoise. (935). |
| Géographie | : Géographie et tourisme. (216). |
| Gestion d'immeuble | : Gestion du personnel.
Comptabilité II. |
| Histoire | : Histoire de la Chine. (985). |
| Informatique | : Techniques de programmation. (201).
Langage d'assemblage. (211).
Cobol. (411).
Champs d'application. (421).
Projet de fins d'études II. (591).
Utilisation des logiciels. (122).
Introduction au langage Basic. (918).
Introduction à l'informatique de gestion. (947). |
| Langues | : Anglais (plusieurs niveaux).
Espagnol élémentaire II. (201). |
| Mathématiques | : Calcul différentiel et intégral I. (103).
Analyse vectorielle et linéaire, géométrie. (105).
Calcul différentiel et intégral II. (203).
Statistiques. (337). |
| Méthodologie d'apprentissage | : Principes et techniques de l'apprentissage. (902) |
| Philosophie | : Philosophie, pensée et discours. (101).
L'être humain et son milieu. (201).
Conceptions de l'être humain. (301).
Éthique et politique. (401). |
| Photographie | : Techniques photographiques I. (346).
Techniques photographiques II. (446). |
| Physique | : Électricité et magnétisme. (201). |
| Politique | : Les idées politiques modernes. (944). |
| Psychologie | : Développement humain II. (305).
Psychologie sociale. (903).
Relations humaines. (914). |
| Sciences graphiques | : Dessin, croquis et lecture de plans. (243). |
| Sociologie | : Le changement social. (961). |
| Techniques administratives | : Dynamique de l'entreprise. (410).
Gestion du personnel. (430).
Comportement du consommateur. (926).
Comptabilité I. (110).
Comptabilité II. (210).
Comptabilité III. (513).
Contrôle interne et vérification. (623).
Marketing I. (430).
Marketing II. (631). |
| Techniques de l'eau | : Chimie de l'eau. (301).
Dessin spécialisé I. (321).
Microbiologie sanitaire. (410).
Dessin spécialisé II. (421).
Instruments et appareils de commande. (531).
Mécanique des fluides II. (601).
Traitement des eaux III. (611).
Dessin spécialisé IV. (621). |
| Technique de loisirs | : Expression dynamique de la créativité II. (211). |
| Traitement de texte | : Voir «Bureautique». |
| Cours d'hiver | : Introduction à la CAO (Autocad).
CAO niveau intermédiaire (Autocad).
MS DOS et utilitaires.
Gestion informatisée — Lotus 1, 2, 3 Niveau I.
Pilotage d'avion (théorie) (En collaboration avec Solus Aviation Inc.)
Gestion des programmes aquatiques (cours offerts pour les membres de l'A.R.A.Q.). |

DATE LIMITE D'INSCRIPTION: 8 JANVIER 1988, 16 H.
DÉBUT DES COURS LE 25 JANVIER 1988.
Pour information: 747-6616

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Qué. H4L 3X7

A deux pas du métro



Station Du Collège

Le gouvernement doit assurer la place du français, dit la CEQ

Ce faisant, Québec serait une source de motivation pour les écoliers qui apprennent le français, assure Yvon Charbonneau

ANDRÉ NOËL

Le gouvernement québécois doit donner l'exemple aux écoliers en assurant la place du français dans la société, a déclaré hier le président de la Centrale de l'enseignement du Québec, Yvon Charbonneau.

Les problèmes d'apprentissage du français et l'hésitation du gouvernement à appliquer la Charte

de la langue française sont des phénomènes liés, a ajouté M. Charbonneau, au cours d'un bilan perspective.

«Le contexte d'érosion du français au profit de l'anglais ne motive pas les élèves québécois à maîtriser leur langue maternelle», a-t-il dit.

«La loi 101 est toujours en place, mais beaucoup de violations ne sont pas punies. Rien d'étonnant à ce que les élèves négligent

le français quand le gouvernement le néglige lui-même.»

Le président de la CEQ, qui compte 100 000 membres dont la plupart des enseignants des écoles primaires et secondaires publiques, a cependant félicité le gouvernement libéral pour ne pas avoir amendé la loi 101.

«Le gouvernement a fait preuve d'une saine prudence en attendant le jugement de la Cour suprême», a-t-il dit. (La Cour suprême doit se prononcer bientôt sur un article de la loi 101 qui interdisait l'affichage dans une autre langue que le français.)

L'amélioration de l'enseigne-

ment du français sera une des priorités de la centrale cette année. Quelque 1 000 enseignants chercheront des solutions lors d'un colloque, fin janvier à Québec.

M. Charbonneau a invité le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, à attendre les conclusions du colloque avant de présenter le plan de redressement promis depuis l'automne.

«Nous avons traversé une longue période de déstructuration, a-t-il ajouté. Pendant longtemps, la grammaire et l'orthographe n'étaient pas importantes. Mais les choses changent. Il y a

une conscience plus vive de la nécessité d'enseigner la base de la langue, tout en stimulant la créativité.»

Par ailleurs, M. Charbonneau a dit que la centrale veillera à ce que la reprise économique profite à tous, plutôt qu'à «une petite minorité».

«À entendre les bilans de fin d'année du gouvernement et du patronat, il semble qu'il y ait une nouvelle prospérité depuis quatre ou cinq ans. Il est temps que les fruits de cette relance profitent à l'ensemble de la population.»

La CEQ souhaite que davantage de fonds soient injectés dans

les soins de santé, les services sociaux et l'éducation. Elle veut aussi que les salaires des employés du secteur public rattrapent ceux du secteur privé.

La centrale prépare déjà le renouvellement des conventions collectives des enseignants, qui expireront à la fin de l'année. M. Charbonneau a réclamé une fois de plus que le gouvernement retire la loi 37 traitant des négociations dans le secteur public.

La loi 37, adoptée sous le gouvernement péquiste, prévoit entre autres que les augmentations de salaire des deuxième et troisième années des conventions collectives sont décréées plutôt que négociées. Le gouvernement libéral ne l'a toutefois pas appliquée à la lettre au cours des dernières négociations.

La CEQ entend aussi appuyer tout effort visant à baser les commissions scolaires sur la langue plutôt que sur la religion. M. Ryan a présenté une réforme en ce sens, mais celle-ci exclut Montréal.

M. Charbonneau a souligné que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 garantit le droit des catholiques et des protestants à avoir leur propre commission scolaire. Le Québec doit profiter de pourparlers constitutionnels pour modifier ces dispositions, a-t-il dit.

Enfin, il est possible que la CEQ change de nom au cours de son prochain congrès, en juin. La centrale s'étend en effet hors des écoles, avec l'arrivée, l'an dernier, de quelque 6 000 infirmières et techniciens de la santé.

Maladie d'Alzheimer: trop peu pour la recherche

Le gouvernement fédéral ne consacre pas assez de fonds à la recherche sur la maladie d'Alzheimer, compte tenu des répercussions sérieuses que cette maladie a sur le système de services de santé du pays et sur ses citoyens.

C'est ce qu'a fait savoir hier la Société Alzheimer du Canada qui affirme que le Canada n'a dépensé qu'environ \$1 million pour la recherche en 1987, ce qui équivaut à \$3 par personne souffrant de cette maladie.

CENTRE DE FORMATION EN MEUBLE Section Montréal

Cours offerts:

CAO DE PRODUITS EN BOIS I

Utilisation du logiciel Autocad 2.9 sur IBM-XT
Horaire: lundi soir Coût: 120\$/45 heures

CAO DE PRODUITS EN BOIS II

Utilisation du logiciel Autocad 2.9 sur IBM-XT
Horaire: mardi soir Coût: 160\$/60 heures

SCULPTURE SUR BOIS

Pour débutants, intermédiaires et perfectionnement.
N.B.: Les équipements sont fournis par le Centre de formation
Horaire: jour ou soir Coût: 60\$/60 heures

DESSIN DE MEUBLE

Dessin technique Coût: 45\$/45 heures
Construction de meuble 90\$/90 heures
Design de base 90\$/90 heures
Horaire: jour ou soir

ÉBÉNISTERIE

Programme complet portant sur les techniques d'ébénisterie, de conception, de dessin et de technique de fabrication.
Ébénisterie I Coût: 150\$/135 heures
Ébénisterie II 150\$/135 heures
Ébénisterie III 150\$/135 heures

N.B.: Les projets réalisés sont la propriété des stagiaires qui n'auront à déboursier que le coût des matériaux utilisés.

INFORMATION ET INSCRIPTION:

175, rue Président-Kennedy
Montréal
UQUAM (métro Place des Arts)
Local 2705
Tél.: (514) 282-7780

DATES D'INSCRIPTION:

5, 6, 7 JANVIER 1988
de 13 h à 17 h et de 19 h à 21 h

Ces cours sont offerts par:

Le Service de l'Éducation aux adultes, Cégep de Victoriaville

NOUVELLE ADMINISTRATION • NOUVELLE ADMINISTRATION • NOUVELLE

SI VOUS VOULEZ PLUS QU'UN PRIX

LIQUIDATION FINALE

35 Alliance 1987 NEUVES



EXEMPLE:
STOCK: 80.3853
VALEUR AU DÉTAIL
9 833 10\$

TAXE INCLUSE
* Utilisation 24 mois
sans obligation de rachat.

PLUSIEURS AVEC
TRANSMISSION AUTOMATIQUE
4 624 32\$*
TAXE INCLUSE
POUR MOINS Le prix de votre échange si applicable.

URGENT BESOIN DE VOITURES USAGÉES

★ GIBRALTAR ★
JEEP-EAGLE

2032, Curé-Labelle
(juste au nord de Saint-Martin)
Chomedey, Laval
687-3123

FAITES VOTRE PLACE...

DANS LE BUREAU D'AUJOURD'HUI!

Étudiez au cœur de l'industrie en vous inscrivant dès aujourd'hui à ces deux options exclusives au Collège LaSalle!

- **Option secrétariat**
Ce programme intensif vise une clientèle oeuvrant déjà dans des fonctions de secrétariat ou d'autres postes de soutien administratif au sein des entreprises. Il permet d'acquérir, en deux sessions le soir, un perfectionnement ouvrant la porte à de meilleurs postes.
- **Option micro-informatique et technologie intégrée**
Ce programme permet d'acquérir, en deux sessions le soir, la formation nécessaire à l'utilisation des micro-ordinateurs et de diverses applications bureautiques.

Les cours suivants sont également offerts pour répondre à des besoins spécifiques:

- Comment traiter ses textes avec «Wordperfect»
- Comment utiliser un modem et les télécommunications
- Comment utiliser le chiffrier Lotus 1-2-3
- Comment bien gérer ses documents

Les cours débutent la semaine du 18 janvier 1988. Ces cours sont crédités en vue de l'obtention d'un DEC. Admissibilité au régime de prêts-bourses.

ÉDUCATION PERMANENTE

HÂTEZ-VOUS!

Inscrivez-vous les 4, 5, 11 et 12 janvier 1988, entre 18 h et 21 h. Le marché du secrétariat a besoin de vous.

2015, rue Drummond
Montréal (Québec)
(514) 281-1919

COLLÈGE LASALLE

La Presse

DES SIX-DOUZE

de retour le vendredi 15 janvier

AVEC

- Une actualité passionnante et; toujours simple à comprendre
- Des chroniques captivantes sur la nature
- Des dossiers à suivre
- Et encore plus de concours!

LA PRESSE DES SIX-DOUZE
Tous les vendredis un plaisir à suivre...

NOUVEAU! FAITES-VOUS PLAISIR.

APPRENEZ À BIEN VOYAGER!

Ces cours sont offerts durant 4 samedis consécutifs, de 9 h 30 à 12 h 30.

■ **Comment bien choisir sa destination**
Ce cours vous aide à déterminer l'endroit de vos prochaines vacances en fonction du budget, de la saison choisie, de la culture à découvrir, des voyages à forfait ou des voyages individuels.

■ **Comment bien planifier son voyage et le réussir**
Ce cours a pour but de mieux préparer le voyage choisi en couvrant les points essentiels tels que: passeport, visa, assurance, itinéraire, vêtements et accessoires à apporter, franchise, douanes, devises, etc.

Les cours débutent la semaine du 18 janvier 1988.

HÂTEZ-VOUS!

Faites-vous plaisir!
Inscrivez-vous les 4, 5, 11 et 12 janvier 1988, entre 18 h et 21 h et... bon voyage!

2015, rue Drummond
Montréal (Québec)
(514) 281-1919



Le trophée du Beograd

Le capitaine Marko Moskov, commandant du cargo yougoslave MV Novi Beograd, exhibe fièrement la canne à pommeau d'or que lui a valu l'arrivée de son navire dans le port de Montréal lundi. Depuis 1840, ce trophée est remis tous les ans au capitaine du premier océanique à mouiller à Montréal après le premier jour de l'année.

PHOTOLASER PC

Deux viaducs montréalais fermés pour 18 mois

MARIANE FAVREAU

■ Deux viaducs de Montréal sont encore fermés à la circulation, et le resteront pour encore au moins un an et demi. D'abord celui de la rue Rachel, à l'est de la rue d'Iberville, qui ne sera pas ouvert à la circulation avant l'été 1989, et aussi celui de la rue Notre-Dame, à l'est de la rue Berri, dont on ignore encore le sort éventuel, d'après les explications fournies par un responsable du service des Travaux publics.

Le viaduc de la rue Rachel, qui surplombe les voies ferrées du Canadien Pacifique entre les rues Montgomery et Préfontaine, doit être démolé, puis reconstruit.

Il a été fermé il y a déjà plusieurs mois parce que son état pouvait représenter un danger pour la sécurité des passants. L'administration municipale a engagé une firme de consultants qui doit remettre sous peu son rapport et ses recommandations sur les travaux à faire ou à refaire, explique M. Lawrence Reynolds, assistant surintendant à la division de l'ingénierie structurale, à la voirie municipale.

Selon lui, les travaux de démolition devraient être entrepris au mois de mai ou peu après.

Mais la reconstruction ne pourra sans doute pas commencer avant le mois de septembre, ajoute-t-il, parce qu'il faut auparavant obtenir l'accord de la Commission canadienne des Transports

qui a son mot à dire sur ces ouvrages. Et les approbations ne viennent pas toujours rapidement.

Mais si l'on commençait les travaux de construction cet automne, on pourrait, estime M. Reynolds, ouvrir ce tronçon de la rue Rachel au début de l'été 1989. Une somme de \$2,5 millions a été réservée dans le budget des immobilisations municipales pour la restauration de cette structure.

Par contre, l'avenir du viaduc de la rue Notre-Dame, qui surplombe une ancienne cour de triage du Canadien Pacifique (que la ville est en voie d'acquérir pour quelque \$10 millions), est encore indéterminé.

Toute cette partie du Faubourg Québec fait l'objet d'études et de planification au service de l'Habitation et du développement urbain. La ville y envisage la construction d'un vaste développement résidentiel d'environ 2000 unités ainsi que le prolongement des rues Saint-Hubert, Saint-André et Amherst, et de la rue de la Commune, à son extrémité sud.

Dans cette perspective, le maintien du viaduc de la rue Notre-Dame pourrait être nuisible et il serait peut-être plus avantageux de redonner à la rue Notre-Dame sa pente naturelle.

D'autre part, la rue Ontario, fermée depuis le mois d'août à la hauteur de la rue Moreau, a été rouverte à la mi-décembre. Le viaduc ferroviaire qui la surplombe, entre les rues Lesperance et

Moreau, a été l'objet de travaux importants qui ont coûté environ \$1,5 million, explique M. Reynolds. On a refait l'infrastructure, restauré certaines parties, installé des murs neufs. « La résistance du viaduc a ainsi été renforcée et il pourrait durer plus longtemps », souligne M. Reynolds. La durée d'usage d'un viaduc est d'environ 50 ans, mais avec un bon entretien, on souhai-

terait l'étirer à une centaine d'années.

Le service des Travaux publics a mis sur pied un important programme d'évaluation de toutes les structures routières, explique M. Reynolds, ce qui permettra d'établir un programme d'entretien systématique. De la sorte, des mesures d'urgence comme la fermeture du viaduc de la rue Rachel, pourraient être évitées.

Île de Montréal

Le retour des tramways?



FLORIAN BERNARD

Des milliers de Montréalais ont la nostalgie des tramways électriques. Une étude réalisée récemment par un groupe de l'université de Montréal le démontre. Économiques, non polluants, robustes, les *p'tits chars* restent les préférés de plusieurs grandes villes à travers le monde. Une recherche faite par l'adjoint administratif de la STCUM, M. Jean-Pierre Giasson, souligne que pour plus de 300 grandes agglomérations, le tramway est une réalité. En 1988, à travers le monde, les tramways transporteront plus de 20 milliards de voyageurs, avec une flotte dépassant 50,000 véhicules et un réseau de plus de 25,000 km de long! Vétustes les *p'tits chars*? Tout au contraire! Bien plus, de 1978 à 1989, le nombre de réseaux de tramways aura plus que doublé dans les grandes villes du monde. Dans sa version ancienne ou moderne, désignée sous le nom de *Light Rapid Transit - LRT* — le tramway est toujours le favori des grandes villes populeuses comme Vienne, San Francisco, Lisbonne, Rome et bien d'autres. Selon M. Giasson, le tramway électrique demeure le seul intermédiaire entre les transports lourds et les transports légers. Il est loin d'avoir été détrôné par le progrès de la technique moderne. Il faut savoir, ajoute M. Giasson, qu'un tramway est un véritable métro de surface, à un coût beaucoup plus économique. Une ligne de métro classique coûte au moins six fois plus qu'une ligne de tramway. Faut-il ramener les tramways à Montréal? M. Giasson répond simplement: « Le tramway conserve une capacité suffisante pour l'avenir. Il possède de réels atouts pour qui sait les exploiter... ».

FONDS D'AUTO-ASSURANCE

■ Il y a trois ans, lors de la flambée des coûts de l'assurance-responsabilité, l'administration municipale de Montréal-Nord décidait de créer son propre fonds. Aujourd'hui, les réserves accumulées dans ce fonds dépassent \$1 million. Lors de la présentation du budget, il y a quelques jours, le maire Yves Ryan a annoncé que la ville allait investir une nouvelle tranche de \$250,000, en 1988, dans ce fonds d'assurance. Il a expliqué que l'expérience a été, jusqu'à maintenant, couronnée de succès. D'une année à l'autre, grâce aux placements, le fonds a pris de l'importance, au point où la ville peut maintenant se passer des courtiers privés.

RÔLE D'ÉVALUATION DE LA CUM CONTESTÉ

■ Fort de l'appui de centaines de petits propriétaires, le mouvement Taxe\$Action a retenu les services d'un avocat dans le but d'instruire en Cour supérieure une requête en cassation du rôle d'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal pour 1988. La prési-

dente de Taxe\$Action, Mme Kathy Touchet, a signalé que ce rôle, de l'aveu même des évaluateurs, n'a pas été confectionné avec toute la rigueur voulue et selon les normes d'équité. Un rassemblement de contribuables mécontents aura lieu, dimanche, à l'école du Plateau, où divers témoignages seront recueillis à l'appui de la cassation du rôle. Plusieurs maires de banlieue appuient la démarche du mouvement de Taxe\$Action.

HAUSSE D'ÉVALUATION VERTIGINEUSE

■ De façon générale, le rôle d'évaluation de la CUM pour 1988 comporte une hausse moyenne de 20 à 25 p.cent dans le secteur résidentiel. Mais il y a des exceptions de taille. Ainsi, une propriété résidentielle située au 4650 avenue Verdun, à l'angle de la 2e avenue, a vu sa valeur passer de \$69,776 à \$131,376 en un an, soit une hausse de près de 100 p.cent! Son propriétaire, M. Dutel, s'en arrache les cheveux! « Avec une pareille hausse, il me faudrait doubler le coût des loyers, ce qui est impensable » a-t-il confié. En plus d'avoir payé une *taxe de bienvenue* de \$800 à l'achat de sa propriété, l'an dernier, M. Dutel devra, en 1988, acquitter une facture de \$3,304 au lieu de \$2,276, soit une hausse de \$1,028. « Et on se demande pourquoi les gens quittent l'île de Montréal pour aller vivre à l'extérieur! » de commenter M. Dutel.

NOUVELLE CARTE-RÉSEAU DE LA STCUM

■ Attendue depuis longtemps, la nouvelle carte-réseau intégrant les trois modes de transport en commun — train, métro, autobus — est maintenant disponible, gratuitement, dans les loges des changeurs du métro et au siège social de la STCUM. Cette carte grand format permet de visualiser d'un seul coup d'oeil le découpage municipal, les références civiles, de même que les stations de métro et les lignes d'autobus qui s'y rattachent. La carte innove en outre en offrant un plan détaillé du centre-ville, illustrant notamment le réseau piétonnier du métro et les accès aux différentes stations. On y indique le parcours des trains de banlieue et la localisation des gares, de même que les indications touchant le nouveau service de nuit. Enfin, cette carte fournit des indications et des renseignements sur les lieux et attraits touristiques accessibles par le transport en commun.

PROGRAMME D'AIDE AUX CHÔMEURS À ST-LAURENT

■ L'administration municipale de Saint-Laurent participera au programme fédéral d'emploi, destiné à intégrer douze chômeurs de longue date sur le marché du travail, dans les limites du territoire. Il en coûtera \$15,000 à la ville pour participer à ce programme dont le coût global s'élèvera à \$182,000 pour une période pouvant varier de 16 à 52 semaines. Le programme vise les chômeurs qui ont une formation en dessin, architecture, marketing, communications, loisirs, récréation, éducation physique, publicité, informatique ou bureaucratique.

TOPAZ '88

9,951.00\$*

* Taxes, transport et préparation en sus.

TOPAZ L, 2 portes sedan

- Traction avant
- Moteur HSC de 2,3 litres
- Boîte-pont manuelle à 5 rapports
- Direction assistée
- Freins assistés
- Radio AM
- Glaces teintées
- Dégivreur électrique de lunette arrière
- Phares aérodynamiques à halogène
- Sièges avant individuels à bas dossiers inclinables recouverts de tissu



- Jantes argent en acier inoxydable
- Pneus radiaux toutes saisons
- Garantie anti-corrosion de 6 ans, ou 160,000 km
- Garantie sur le rouage d'entraînement de 6 ans, ou 100,000 km
- et plusieurs autres caractéristiques

VALEUR PLUS

Climatiseur
Radio électronique AM/FM stéréo
Essuie-glace à balayage intermittent

POUR SEULEMENT
548.00 \$

QUAND C'EST LE TEMPS DE CHOISIR!

AUTOMOBILE
PIERRE BRAULT LTÉE
142 boul. Taschereau
Greenfield Park
674-6115

CHÂTEAU
AUTOMOBILES INC.
11885 boul. Lachapelle
Cartierville
331-4020

DESLAURIERS
AUTOMOBILE LTÉE
1201 boul. Des Laurentides
Laval
667-7330

Viens
chez

LE CIRCUIT
LINCOLN MERCURY
6300 est. Henri-Bourassa
Montréal Nord
325-4700

FAIRVIEW LINCOLN
MERCURY (1985) INC
575 St-Jean
Pointe-Claire
697-2211



MERCURY
LINCOLN

COUSINEAU
GABOURY LTÉE
10200 boul. St-Laurent
Montréal
384-4000

MORAND LINCOLN
MERCURY VENTE LTÉE
4105 Route 132
Ville Ste-Catherine
632-1340

CASTEL MERCURY
VENTES LTÉE
12455 est. rue Sherbrooke
Pointe-aux-Trembles
645-7441

CUMMING PERRAULT
LTÉE (1978)
6435 ouest, rue St-Jacques
Montréal
489-3831

STE-ROSE LINCOLN
MERCURY INC
171 boul. Curé Labelle
Ste-Rose
628-3555

Iles Turks & Caicos:
Le nouveau soleil des Caraïbes
VOUS PAYEZ SEULEMENT L'HÔTEL
L'Office du tourisme des Iles Turks & Caicos avec Turks & Caicos
Tours dans une promotion conjointe offrent le transport gratuitement
Départ tous les samedis
Consultez votre agent de voyages
Turks & Caicos Tours

Caissier d'un dépanneur abattu et vol de la cassette vidéo incriminante

GILLES ST-JEAN

■ Deux voleurs qui s'étaient emparés d'environ \$1000 au cours de la nuit d'hier dans un dépanneur du nord-est de Montréal, après avoir atteint le caissier de l'établissement de trois coups de feu, ont pris la fuite en emportant également la cassette vidéo les montrant en action.

Le vol est survenu vers 2h au dépanneur La Maisonée situé au 5355 est, rue Bélanger, dans le quartier Rosemont.

Deux bandits, qui seraient des Blancs âgés de 23 à 25 ans, ont fait coucher le caissier de nuit du magasin, âgé de 23 ans, sur le plancher, ont fait main basse sur la recette et ont ensuite atteint le jeune homme de trois balles.

Il a été touché de deux projectiles de calibre .22 et d'une autre balle de calibre encore indéterminé, à une épaule et deux fois à la tête. Les deux balles de calibre .22 ont été extraites hier à l'hôpital Notre-Dame, où le jeune homme avait été transporté.

L'autre projectile, qui serait plus gros, selon les médecins, s'est logé près du cerveau du jeune homme mais ne mettait apparemment pas sa vie en danger.

Voleurs d'expérience
Quant au vol de la cassette vidéo, il a été confirmé hier soir par la police de la CUM, qui se voit ainsi privée d'un moyen d'identifier catégoriquement les deux voleurs.
L'utilisation d'images de voleurs en action permet généralement de les retrouver, estime un

policier familier de ce genre d'affaires. Selon lui, les voleurs possèdent certainement de l'expérience et sont probablement connus de la police. Ils étaient peut-être connus également dans le dépanneur visité puisqu'ils ont tiré sur le caissier.

Quoi qu'il en soit, la police demande la collaboration du public dans le but d'éclaircir cette affaire. Tout renseignement peut être communiqué aux enquêteurs, les sergents-détectives Serge Côté et Michel Lemieux (280-2551), qui en useront avec discrétion.

Un client doit dédommager l'avocat qu'il poursuivait

JOYCE NAPIER

■ Les ennuis de l'avocat ont commencé en novembre 1972 alors que deux clients, Roland Papineau et sa fille, Monique Papineau-Sansoucy, lui demandent de les représenter dans une action en dommages qu'ils veulent intenter après un accident d'automobile. Quatre ans plus tard, après avoir tenté en vain de convaincre ses clients qu'il ne partage pas leur opinion sur cette poursuite, il s'adresse au syndicat du Barreau pour déclarer son désaccord. Le dossier Papineau pas-

se entre les mains d'un autre avocat et les deux clients sont déboutés de leur requête en dommages pour l'accident.

C'est alors que Mme Sansoucy décide d'intenter en Cour supérieure une poursuite de \$450 000 à titre de dommages contre Me Dion. Entre temps, les deux clients, visiblement mécontents, s'adressent au solliciteur général du Canada, ainsi qu'à celui du Québec, au syndicat du Barreau et à la Commission de police, alléguant que leur avocat est un voleur, un fraudeur et un escroc de grand chemin. Me Dion se présente devant toutes ses instances

et il est blanchi, les accusations étant jugées sans fondement. Rien n'y fait, la tourmente continue, inébranlable.

Mais hier, le juge Jules Blanchet a mis fin à « cette plaie incurable », selon le texte de sa décision.

« Sa réputation en a subi un dur coup. Son assurabilité comme membre du Barreau et avocat a été compromise et il en a payé le coût, a noté le juge. Cette méthode hallucinante de harceler encore Me Dion, apparaît au tribunal comme un outrage à la justice. Accabler avec autant d'acharne-

ment une personne responsable et dévouée, relève de fantasmes à nul autre pareils. »

Le juge note que bien que ce soit M. Papineau qui erie aux dommages, c'est son ancien avocat qui mérite une compensation pour tous les maux qu'il a endurés. Soulignant qu'il faut que M. Papineau comprenne qu'on ne peut pas « vivre avec des illusions et que les cours ont autre chose à faire que de les entendre », le juge le condamne à verser \$1 000 à Me Dion, somme que le tribunal, connaissant la situation financière précaire de M. Papineau, estime équitable.

Commençant aujourd'hui

à
Place Bonaventure
SOLDE
du "Bon Vieux Temps"
90%
DE RABAIS
sur les articles
annoncés

Ainsi que des milliers d'autres aubaines à 30%, 40%, 50%, 60% et 75% de réduction

6, 7, 8, 9 JANVIER

Procurez-vous la liste complète des articles à 90% de réduction durant le solde à Place Bonaventure

Place Bonaventure

MAINTENANT... IL YA DEUX!

LES PORTES S'OUVRENT À 9 HEURES!

MERCI MONTREAL!

Nous voudrions remercier tous les gens de Montréal et des alentours pour un énorme support que vous nous avez témoigné. Le magasin Léon situé à Laval a fait preuve de notre meilleure opération au Canada. Néanmoins, nous essayons de vous servir encore mieux. Et c'est pour cela que nous venons d'ouvrir le deuxième gigantesque magasin à Greenfield Park sur le bord sud. Léon sera maintenant en mesure de vous offrir plus de 5 millions de dollars d'ameublement de qualité.

Nous célébrons ce grand événement dans l'histoire de notre compagnie en vous offrant de superbes aubaines. Vous épargnez sur la plus grande sélection d'ameublement de marques connues au Montréal.

Venez et célébrez avec nous! Encore une fois, nous vous remercions pour votre support!

Tom Léon
Président
Ameublement Léon Limité

AUBAINES DANS TOUS LES RAYONS

LÉON

fier d'être ici!

AMEUBLEMENT!

Venez et découvrez notre vaste sélection de meubles de qualité fabriqués par les manufacturiers bien connus. Grandes superficies d'ameublement pour votre convenance... salles de séjour, chambres à coucher, salles à manger, chaises, tables et beaucoup plus, tous offerts à prix réduits durant notre grande ouverture!

APPAREILS MÉNAGERS!

Générale électrique! Moffat! Admiral! Whirlpool! Zenith! Quasar! Toshiba! Kelvinator! Electrohome! Fridgedaire! Toutes les marques renommées! Laveuses, sècheuses, réfrigérateurs, cuisinières, fours à micro-ondes, magnétoscopes, téléviseurs, lave-vaisselle et beaucoup plus!

TAPIS!

- TOUS LES FORMATS • TOUTES LES COULEURS
- INDIEN • ORIENTAL • LAINE
- MATIÈRES SYNTHÉTIQUES ET PLUS

NOUVEAU MAGASIN - RIVE - SUD
387, BOUL. TASCHEREAU • GREENFIELD PARK

CENTRE D'ACHATS GREENFIELD PARK

AUSSI LAVAL - Centre 2000, 3195, boul. St-Martin ouest, Laval
Autoroute des Laurentides, sortie 9
Ligne Laval - 688-3851

OUVERT LUNDI À MERCREDI DE 9H À 18H, JEUDI ET VENDREDI JUSQU'À 21H, SAMEDI JUSQU'À 17H

**PAS DE DÉPÔT!
PAS D'INTÉRÊT!
AUCUN PAIEMENT
JUSQU'AU 1^{er} JUIN!**

AMEUBLEMENT, TAPIS: achat minimum 500\$. APPAREILS MÉNAGERS: achat minimum 750\$ sur crédit approuvé.

L'ÉPILEPSIE

Quand on y pense, ce n'est pas ce qu'on pense



Epilepsie Canada
2099 Alexandre-DeSève
Montréal H2L 4K8
(514) 876-7455

Les préjugés: Voilà le principal problème rencontré aujourd'hui par les personnes épileptiques. Au Canada, environ 2% de la population est atteinte d'épilepsie. Par contre, 80% des gens souffrant d'épilepsie peuvent mener une vie normale. À travers tout le Canada, des associations sont à votre disposition pour venir en aide aux personnes épileptiques. Pourquoi ne pas devenir membre?

Shay Harwood a été étranglée

Presse Canadienne
TORONTO

■ Une deuxième autopsie, pratiquée à Toronto sur le corps de la Canadienne Shay Harwood, trouvée morte à Bonaire la semaine dernière, a démontré qu'elle a été étranglée, « probablement avec les mains ».

Une première autopsie, faite dans les Antilles néerlandaises mêmes, n'avait pas réussi à déterminer la cause de la mort.

« Ils n'ont pu trouver une cause naturelle de mort et ils pensent, eux aussi, à la strangulation, probablement avec les mains, à cause de marques sur son cou », a déclaré hier Me Arie Demuy, avocat du ministère public chargé de l'enquête, au cours d'une interview téléphonique depuis l'île voisine de Curaçao.

Les premiers rapports, en provenance de l'ambassade canadienne, laissaient entendre que l'adolescente avait été violée et étranglée.

En vacances dans les Antilles néerlandaises, Shay Harwood a été trouvée morte dans les toilettes d'un hôtel, la veille même de son 16^e anniversaire de naissance.

Me Demuy a signalé qu'aucune arme ou corde n'a été trouvée sur les lieux du crime. De plus, a-t-il dit, la victime « n'a pas été volée et n'a pas été violée ».

Aucun suspect

Me Demuy a fait remarquer qu'il a eu très peu de temps, après la découverte du corps, pour interroger toutes les personnes qui auraient pu fournir des renseignements, puisque ces personnes terminaient leurs vacances et retournaient au Canada.

« Nous n'avons actuellement aucun suspect », a déclaré l'avocat.

Il n'y a eu que trois meurtres dans cette île au cours de la dernière décennie, le dernier remontant à deux ans.

Les obsèques de la victime auront lieu à Chatham, en Ontario, demain.

Gilles Benoit subira demain son enquête sur cautionnement

■ Gilles Benoit, 45 ans, subira demain à Valleyfield son enquête en cautionnement, après avoir comparu hier notamment sous des accusations de tentative de meurtre et voies de fait graves.

Benoit avait été arrêté lundi matin après avoir présumément atteint sa femme, Francine Larivière, 35 ans, d'un coup de feu de calibre .32 à une épaule. L'affaire s'est produite à Coteau Station, près de Valleyfield.

Le juge a ordonné qu'il soit détenu jusqu'à demain.

Benoit s'était reconnu coupable d'avoir proféré des menaces de mort contre sa femme, il y a quelques semaines.

Il avait été condamné à une amende de \$300, que la Cour lui avait ordonné de payer dans un délai de 90 jours, en lui interdisant par ailleurs de voir Mme Larivière.

Air Canada: le pirate était fou

Agence France-Presse
SAN FRANCISCO

■ James Barrett Drake, un Américain de 37 ans qui avait tenté de détourner un avion d'Air Canada en menaçant le pilote avec une hache d'incendie, a été déclaré hier mentalement irresponsable par un tribunal de San Francisco (Californie).

Drake avait pénétré dans la cabine de pilotage d'un appareil d'Air Canada qui devait décoller de San Francisco pour Toronto, le 6 novembre dernier. Brandissant une hache d'incendie, il en avait menacé le pilote et exigé d'être conduit dans un endroit « à l'abri des tueurs de la Mafia ». Il avait été maîtrisé après trois heures de suspense.

L'expertise psychiatrique effectuée après son arrestation avait révélé que le pirate de l'air, un ancien alcoolique, souffrait de paranoïa, affirmant notamment entendre des voix.

Grève des 200 employés de soutien de polytechnique

■ Les quelque 225 employés de soutien de l'École polytechnique de Montréal ont déclenché à six heures ce matin une grève qu'ils entendent poursuivre « aussi longtemps que leur employeur ne fera pas preuve de plus de compréhension à l'endroit de leurs revendications », selon l'expression de M. Claude Héту, conseiller auprès du Syndicat canadien de la Fonction publique.

Le 25 novembre dernier, les membres du syndicat des employés de métier et ceux du syndicat des employés de bureau de cette institution (sections locales 1737 et 1604 du S.C.F.P.-FTQ) avaient chargé leur comité de négociation de prendre les mesures nécessaires pour faire débloquer les négociations, mandat qui incluait le recours éventuel à une grève générale illimitée.

La convention collective des employés de Polytechnique est échue depuis le 31 décembre 1986.

SOLEE

Vêtements

Ski de fond

Ski alpin

20%
50%

DE RABAIS sur des vêtements de ski alpin et de ski de fond sélectionnés en magasin.

Ski FISCHER Progress
Notre prix cour. 109,99
SOLEE 79,99
RABAIS DE 30%

Ski TRAK Exclusive
Notre prix cour. 119,99
SOLEE 99,99
RABAIS DE 20%

Ensemble de ski de fond pour adultes:
Ski TECNO PRO Patrol / Stratos
Bottes ROMBO RMS 90
Fixations ALS R-11
Cannes TECNO PRO Stratos
Notre prix cour. 145,99
SOLEE 99,99
RABAIS DE 46%

Ensemble de ski de fond pour adultes:
Ski ROSSIGNOL Oslo
Bottes ROMBO RMS 190
Fixations RANBY ALS R-11
Cannes TECNO PRO Vasa
Notre prix cour. 194,99
SOLEE 149,99
RABAIS DE 45%

Ski POLAR Kinotic
Bottes SALOMON SR301
Fixations SALOMON Automatik
Cannes EXEL Orion
Notre prix cour. 239,99
SOLEE 179,99
RABAIS DE 60%

Bottes NORDICA NS715 ou SALOMON SKS1
Pour hommes et femmes
Notre prix cour. 169,99 à 179,99
RABAIS DE 20% à 30%
SOLEE 149,99

Ski ROSSIGNOL OLS ou BLIZZARD Easy ou DYNASTAR Vision 5
Notre prix cour. 159,99 à 169,99
RABAIS DE 20% à 30%
SOLEE 139,99

Ski BLIZZARD Thermo Graphite ou FISCHER SC4 ou DYNASTAR Course Carbon
Notre prix cour. 279,99
RABAIS DE 50%
SOLEE 229,99

Ski DYNAMIC VR17 ou TECNO PRO Kevlar ou FISCHER SC3 Graphite ou HEAD Synchro
Notre prix cour. 229,99 à 249,99
RABAIS DE 30% à 50%
SOLEE 199,99

sports experts

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à la fermeture samedi 9 janvier 88. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins.

MONTREAL
ST-LAURENT
Centre d'achats
Place Vertu
145-3297

- | | | | | | | | | | |
|--|---|---|--|--|---|---|--|--|---|
| EST
ANJOU
Les Galeries d'Anjou
354-2995
2301 boul. Lacombe
145-9000
Place Versailles
355-2330
POINTE-AUX-TREMBLES
Carrefour de la Pointe
642-2222 | MONTREAL-NORD
4401 boul. Charlevoix
322-9542
ST-LEONARD
Centre d'achats Boulevard
727-1344
CENTRE
LASALLE
Place Newman
364-1225
Carrefour Angrignon
365-1286 | MONTREAL
Centre-ville
930, rue Ste-Catherine ouest
866-1914
Centre-ville
1175, rue Ste-Catherine ouest
288-0181
80, rue Fleur, ouest
381-5908
VILLE MONT-ROYAL
Centre Rockland
735-4751 | QUEST
DOLLARD-DES-ORMEAUX
Mail West Island
683-9400
DORVAL
Jardins Dorval
631-3508
PIERREFONDS
15650, boul. Parrefonds
626-9930
POINTE-CLAIRE
Centre d'achats Fairview
694-8181 | RIVE-NORD
HAWKESBURY
521, rue Principale
613-632-1116
JOLIETTE
150, rue Gauthier
756-1645
LAVAL
Carrefour Laval
682-0032
Centre d'achats Duvernay
661-5310
Centre Laval
688-1021 | REPENTIGNY
Les Galeries Rive-Nord
681-3220
RIGAUD
168, rue St-Pierre
451-4771
ROSEMERE
Galeries des Mille-iles
437-1923
ST-EUSTACHE
200, boul. Arthur-Sauvé
472-5485
ST-JEROME
408, Place du Marché
432-9777 | ST-JEROME
Carrefour du Nord
432-8400
ST-JOVITE
909, rue Dumont
425-2718
ST-SAUVEUR
30, rue Goyer
227-4617
ST-ADELE
Promenade St-Adèle
229-2812
ST-AGATHE
60, rue Principale
326-5515 | TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
471-3688
RIVE-SUD
BELOEIL
185, boul. Sir Withold Laurier
467-7201
BOUCHERVILLE
Promenades Montarville
655-6003
BROSSARD
Mail Champlain
671-7275 | CHAMBLY
1617, boul. Périgny
653-4561
CHATEAUGUAY
279, boul. Anjou
691-5030
LONGUEUIL
Place Laqueuil
463-3452
ST-BRUNO
Les Promenades St-Bruno
653-1384 | ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
Le Carrefour Richelieu
248-0937
ST-JULIE
Centre Commercial
St-Julie
849-0444
TRACY (SOREL)
402, route Marie-Victorin
742-8433
VALLEYFIELD
277, rue Victoria
373-8280 |
|--|---|---|--|--|---|---|--|--|---|

PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE

PALAIS DU COMMERCE

PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE

PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE

FINANCEMENT
SUR
PLACE



10 JOURS



LA VENTE DU SIÈCLE

1^{re} EN AMÉRIQUE DU NORD
4 JOURS SEULEMENT
7•8•9•10 JANVIER

RABAIS DE

50%

ET PLUS DES PRIX JAMAIS VUS

FAUT VOIR NOTRE
CHOIX POUR LE CROIRE
RETOUCHES FAITES SUR PLACE

Palais du Commerce

1650, rue Berri, Montréal



Vente présidée par Paul Jodoin
à votre service depuis 38 ans

Heures: Jeudi et vendredi, 7 et 8 janvier, 10 h à 21 h
Samedi et dimanche, 9 et 10 janvier, 10 h à 17 h

PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE - PALAIS DU COMMERCE

Le Caire brise l'agitation des campus en interdisant toute manifestation

Les Islamistes durs et la gauche mettent la pression contre Israël

AFP et Reuter
LE CAIRE

Le gouvernement égyptien est actuellement soumis à une pression politique accrue de la part des mouvements islamistes et de gauche, qui prennent argument des événements dans les territoires occupés par Israël pour exiger que l'Égypte rompe ses relations avec ce pays.

Cette pression, qui s'est traduite, depuis le début des émeutes dans les territoires occupés, par des heurts entre manifestants anti-Israéliens et la police, a amené hier le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, à interdire les manifestations de rue dans tout le pays.

Pour la quatrième fois, les étudiants de l'université d'Ain Chams, pourtant réputée calme, avaient manifesté hier sur le campus et tenté de sortir pour rallier les étudiants d'autres facultés. De source policière, on a appris que 45 étudiants, parmi ceux qui étaient sortis et ont affronté les forces de l'ordre, ont été appréhendés.

En fin d'après-midi, les étudiants des facultés de Génie et d'Agronomie de l'université du Caire ont tenu sur le campus des rassemblements de protestation contre la répression exercée par la police à l'égard des manifestants d'Ain Chams.

Pour la première fois, les étudiants d'Ain Chams ont mêlé des revendications sociales aux slogans politiques, dénonçant notamment la cherté de la vie, ont rapporté des témoins.

Certains étudiants d'Ain Chams se sont joints, individuellement, à quelque 200 avocats qui avaient organisé un sit-in au siège de l'Ordre des avocats, dans le centre-ville, pour protester contre les pratiques israéliennes dans les territoires occupés.

Les avocats, dont le siège avait été encerclé par la police, n'ont pas pu sortir en cortège pour ma-

nifester dans la rue. Ils ont toutefois scandé des slogans hostiles au gouvernement, à Israël et aux États-Unis, face aux officiers de police.

À la suite de tous ces mouvements de protestation, qui avaient été précédés, vendredi dernier, par des heurts violents entre la police et des manifestants anti-Israéliens conduits par des intégristes musulmans, le général

Badr a formellement interdit toute manifestation de rue. Dans le même temps, les mesures de sécurité ont été renforcées autour des universités du Caire y compris celle, islamique, d'Al Azhar.

S'adressant au corps professoral de l'université de Mansoura, à 130 km au nord-est du Caire, le général Badr avait accusé lundi les formations islamiques et de gauche de vouloir renverser le régime et de noyauter les syndicats professionnels et les associations de toutes sortes pour arriver à leurs fins.

Les mouvements islamiques ont récemment remporté, à une écrasante majorité, les élections au sein de l'ordre des ingénieurs ainsi qu'aux conseils des étudiants de la quasi-totalité des facultés du Caire.

Le général Badr, réputé pour sa « poigne de fer » contre l'opposition et plus particulièrement sa composante islamique, a également annoncé avoir demandé la dissolution des conseils d'administration de quatre amicales d'enseignants universitaires au Caire, à Alexandrie, à Mansoura et à Assiout, contrôlées en majorité par les intégristes.

L'université d'Assiout, située en Haute-Égypte où vit une importante minorité chrétienne copte, est réputée pour être un foyer endémique de contestation islamique.

Un professeur de cette université, selon M. Badr, a été accusé de distribution de tracts et de propagande islamique ayant provoqué des tensions interconfessionnelles.



Policeurs en uniforme et en civil vérifient l'identité des étudiants aux portes du campus de l'université Ain Chams, au Caire, où des jeunes tentaient de se joindre aux manifestations anti-Israël.



Les ravisseurs de l'Allemand de l'Ouest Rudolf Cordes ont publié hier à Beyrouth cette première photo de leur victime pendant que se déroule en RFA le procès d'un Libanais accusé de manoeuvres terroristes, Abbas Ali Hamadi.

Hamadei prie son clan de libérer un otage allemand

AFP et Reuter
DÜSSELDORF

Le chiite libanais Abbas Hamadei est intervenu spectaculairement, dès le début de son procès hier à Düsseldorf (RFA) en demandant à son clan de libérer l'otage allemand Rudolf Cordes détenu au Liban depuis janvier 1987.

Abbas Hamadei, 29 ans, frère aîné du « terroriste » Mohamed Hamadei, est le premier des deux frères du clan chiite du Sud-Liban emprisonnés en RFA à être jugé. Son procès s'est ouvert dans un bastion de haute sécurité du tribunal de Düsseldorf, gardé par les policiers mitrailleurs au poing.

Sûr de lui et détendu, Abbas Hamadei a laissé à ses avocats le soin de répondre à toutes les accusations sur l'affaire des otages, annonçant qu'il n'ouvrirait pas la bouche à ce sujet. Il accepte seulement de parler de sa vie privée. Il fait dire par son avocat qu'il ne s'estime coupable « ni indirectement ni directement » de la prise d'otage qui lui est reprochée et qu'il demande « la libération immédiate » du représentant de Hoechst à Beyrouth, M. Cordes.

Ce geste survient alors que les Moudjahidines pour la Liberté (proche du Hezbollah pro-iranien) qui ont revendiqué la capture de M. Cordes et de l'otage allemand Alfred Schmidt (libéré en septembre), ont prévenu que le sort

de Cordes dépendra de l'issue du procès.

Tandis que Mohamed Hamadei, « gros poisson » du terrorisme, accusé d'avoir tué un soldat américain lors du détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985, attend toujours son procès à Francfort, Abbas Hamadei risque entre trois et 15 ans de prison. Il doit répondre des trois accusations de participation à la prise en otages de deux Allemands en janvier 1987 à Beyrouth-Ouest, de chantage contre la RFA pour qu'elle n'extrade pas son frère aux États-Unis, ainsi que de stockage d'explosifs en RFA.

Par ailleurs, à Rawalpindi, cinq Palestiniens jugés pour le détournement en 1986 sur Karachi d'un Boeing 747 de la Pan Am (22 morts et 100 blessés) ont affirmé hier qu'ils avaient l'intention de faire sauter l'appareil vide au-dessus d'Israël, après avoir libéré leurs 400 otages.

Les cinq hommes, tous arrêtés le 5 septembre 1986 après l'assaut donné par l'armée, ont imputé la tuerie aux commandos de l'armée pakistanaise, qui « ont attaqué l'avion sans s'inquiéter de la vie des passagers innocents à bord, sauf les Américains ». Selon les passagers, les pirates ont dit des prières puis ont ouvert le feu sur leurs otages à l'arme automatique. Selon les autorités, dix minutes se sont écoulées entre le début de la fusillade et l'intervention des soldats.

Thatcher: aide accrue aux Noirs sud-africains

AFP, UPI, AP
NAIROBI

Le premier ministre britannique Margaret Thatcher a annoncé hier à Nairobi que la Grande-Bretagne allait fournir une aide économique accrue à des Noirs sud-africains et au Kenya.

Mme Thatcher, arrivée la veille dans la capitale kenyane pour sa première visite d'Etat en Afrique sub-saharienne, a précisé que son pays dépenserait environ \$36 millions pour les Noirs sud-africains dans des programmes d'enseignement et de formation professionnelle au cours des cinq prochaines années.

Elle a également dit au président kenyan Daniel arap Moi que la Grande-Bretagne fournira au Kenya une aide supplémentaire de \$36 millions pour soutenir la balance des paiements kenyane en liaison avec le programme du Fonds monétaire international (FMI) concernant ce pays.

Au cours d'une rencontre d'une heure, Mme Thatcher et le président Moi se sont mis « d'accord sur leur désaccord » sur la question sud-africaine. Mme Thatcher a en effet réitéré son opposition à des sanctions contre le régime blanc de Pretoria qui pratique une politique de discrimination raciale.

Évoquant la situation en Afrique du Sud, Mme Thatcher a qualifié l'apartheid de « système détestable » et a affirmé que tous les Sud-Africains devaient jouir de tous leurs droits politiques et partager la prospérité du pays.

« Je ne doute pas que le change-

ment viendra en Afrique du Sud », a-t-elle dit, mais celui-ci « doit venir de l'intérieur et pacifiquement ».

De son côté, le président Moi avait prié hier Mme Thatcher de prendre des sanctions contre l'Afrique du Sud en lui expliquant que ses critiques contre Pretoria n'avaient eu aucun impact sur le régime de Pieter W. Botha.

Le premier ministre britannique a encore soutenu que des sanctions causeraient un dommage irréparable aux travailleurs noirs sud-africains et qu'elles n'affecteraient que très peu le gouvernement.

Plus tard, au cours du dîner offert à Mme Thatcher, le président Daniel arap Moi n'a fait aucune référence à l'opposition de la Grande-Bretagne aux sanctions contre l'Afrique du Sud. Les critiques kenyanes contre la politique sud-africaine de Mme Thatcher ont d'ailleurs diminué considérablement depuis deux jours au Kenya. Le Standard, un journal de la capitale, titrait d'ailleurs hier « Le Kenya est tombé en amour avec Thatcher ».

Mme Thatcher, selon des sources, aurait d'ailleurs vanté le bilan du Kenya sur la question des droits de l'homme, le qualifiant de « bon », contrairement à plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, qui reprochent à Nairobi de nombreux cas de tortures, d'assassinats et d'emprisonnements politiques.

Demain, Mme Thatcher quittera Nairobi pour Lagos, la capitale du Nigeria, seconde et dernière étape africaine de sa tournée.



Margaret Thatcher reçoit une sculpture des mains des gouverneurs d'une école secondaire près de Nairobi, au Kenya.

Les présidentielles: on passe aux choses sérieuses

Trente-six millions \$ sur cinq ans pour la formation professionnelle

Agence France-Presse
WASHINGTON

La longue pré-campagne présidentielle américaine s'est achevée avec l'année 1987 et les choses sérieuses commencent dans un mois pour les 13 candidats à la Maison-Blanche, avec la première entrée en scène des électeurs à l'occasion des caucus de l'Iowa.

Tout au long du mois de janvier, les six républicains et les sept démocrates qui briguent la succession du président Ronald Reagan vont participer à toute une série de débats et accélérer le rythme de leurs apparitions sur le terrain afin d'être fin prêts pour le test de l'Iowa le 8 février.

Les caucus (ou réunions des comités électoraux) de cet État agricole du Midwest constituent la première haie du grand steeplechase électoral américain devant mener aux conventions nationales démocrate (en juillet à Atlan-

ta en Georgie) et républicaine (en août à New Orleans en Louisiane), puis à l'élection présidentielle elle-même, le 8 novembre.

Cette année, ils précéderont de huit jours l'élection primaire du New Hampshire, autre moment crucial du processus électoral.

Paradoxalement, l'important dans les deux cas n'est pas l'attribution de délégués aux conventions qui sera décidée par ces votes, l'Iowa et le New Hampshire étant à cet égard de petits États disposant d'un faible nombre de délégués.

Ce qui compte, c'est l'effet médiatique de ces tests, les gagnants ou ceux qui obtiendront un résultat meilleur que prévu bénéficiant par la suite d'une couverture de presse considérable, les perdants risquant au contraire de disparaître dans l'anonymat.

Certains candidats qui enregistraient un mauvais résultat dans ces deux tests pourraient donc d'ores et déjà voir très domi-

ner l'avenir de leur candidature.

C'est le cas des candidats les moins connus pour lesquels il est impératif de bien figurer d'entrée de jeu sous peine de disparaître.

Du côté démocrate, où seuls le pasteur noir Jesse Jackson et M. Gary Hart ne sont pas des « illustres inconnus », ils sont trois à risquer gros dans l'Iowa: MM. Bruce Babbitt, Richard Gephardt et Paul Simon.

Dans le New Hampshire, l'homme à suivre sera M. Michael Dukakis, gouverneur de l'État voisin du Massachusetts, qui est en tête des sondages et jouera donc gros.

Le septième candidat démocrate, M. Albert Gore, a fait l'impasse sur l'Iowa et dans une moindre mesure sur le New Hampshire pour concentrer ses efforts sur les États du Sud (il est sénateur du Tennessee) où se déroulera le 8 mars (super-mardi) une importante série de primaires.

Côté républicain, où dominent

deux candidats de forte stature, le vice-président George Bush, en tête des sondages à l'échelle nationale, et le chef de file de la minorité au Sénat, M. Robert Dole, l'Iowa montrera si ce dernier, qui mène dans les sondages au niveau local, peut prendre un avantage initial sur son rival qui lui permettrait de le menacer sérieusement.

Trois autres candidats, MM. Jack Kemp, Pierre « Pete » DuPont et Alexander Haig, devront à tout prix se bien comporter soit dans l'Iowa soit dans le New Hampshire s'ils veulent que survive leur campagne, qui jusqu'à présent n'a pas vraiment décollé.

Enfin le dernier candidat, l'extélevangéliste Marion « Pat » Robertson, constitue l'inconnue de l'équation républicaine: N'ayant guère de base politique mais bénéficiant de partisans très fidèles et organisés depuis l'époque où il était prédicateur, il peut brouiller les cartes, notamment dans l'Iowa.

DÉPÊCHES

RFA

Affaire Wielsputz

■ L'enquête sur l'assassinat du jeune attaché d'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, Siegfried Wielsputz, tué d'une balle dans la nuit de dimanche à lundi à Paris, s'orientait hier vers une affaire d'ordre privé et notamment d'ordre financier. Des sources ont indiqué que l'attaché d'ambassade avait des « dettes ». Mais la thèse d'un attentat politique ne peut toutefois être définitivement écartée.

URSS-INDE

Sous-marin

■ L'Union soviétique a livré hier à l'Inde son premier sous-marin nucléaire, qui doit servir à l'entraînement des forces navales de New Delhi, a annoncé l'agence Tass, en précisant que le submersible n'était pas équipé d'engins nucléaires. A New Delhi, la radio All India annonçait un peu plus tôt que l'ambassadeur indien à Moscou, T.N. Kaul, avait pris livraison du submersible à Vladivostok.

URSS

Juifs

■ L'URSS a accordé en 1987 8 155 visas aux juifs soviétiques désireux d'émigrer, nombre le plus élevé depuis 1981 et neuf fois supérieur à celui de 1986, a annoncé la Conférence nationale américaine pour les juifs soviétiques. Pour le seul mois de décembre, 899 juifs soviétiques ont été autorisés à quitter leur pays, soit presque le nombre de toute l'année 1986 (914), a-t-on précisé de même source. Un porte-parole de la Conférence nationale pour les juifs soviétiques a indiqué que si cette augmentation était « significative », elle ne prouvait pas que les autorités soviétiques aient définitivement changé d'attitude à l'égard de l'émigration juive d'URSS.

NICARAGUA

Délégation américaine

■ Une délégation de la Commission internationale de vérification et du suivi de l'accord de paix en Amérique centrale (CIVS) est arrivée hier à Managua pour étudier la mise en oeuvre par les sandinistes du plan de paix. La délégation doit avoir des entretiens avec les principaux responsables gouvernementaux, des représentants des 14 partis d'opposition politique ne peut toutefois être définitivement écartée.

REAGAN

Des voyages en vue

■ Le président Ronald Reagan devrait se rendre en 1988 au Mexique, à Toronto pour le sommet économique des Sept, et peut-être rencontrer les dirigeants de l'OTAN au printemps, a annoncé la Maison-Blanche hier. M. Reagan devrait également en principe participer à un sommet à Moscou avec M. Mikhail Gorbatchev qui pourrait avoir lieu fin mai ou en juin. Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, effectuera de son côté une visite à Washington mais aucune date n'a été fixée.

THAÏLANDE-LAOS

Conflit frontalier

■ L'armée thaïlandaise a annoncé hier la mort de 15 de ses soldats et d'au moins huit militaires laotiens dans un conflit frontalier qui a commencé il y a deux mois. Selon le général Nareudol Dechpradyuth, les 23 soldats sont tombés au cours de plusieurs petits accrochages ou ont été victimes d'explosions de mines dans la région. Le Laos et la Thaïlande revendiquent tous les deux une bande d'environ 70 km carrés à l'ouest de Ventiane.

Perdante à Khost, la résistance afghane entend rappliquer

Soviétiques et Afghans ont cassé le siège de Khost au prix de milliers de morts de part et d'autre

AFP et UPI
ISLAMABAD

Les troupes soviéto-afghanes ont brisé le siège de la ville de Khost mais la pression des moudjahidine sur les éléments blindés qui gardent la route reste très forte, ont indiqué hier des sources diplomatiques à Islamabad.

Les premières forces soviéto-afghanes ont pénétré dans la ville assiégée le 30 ou le 31 décembre, ont confirmé les mêmes sources qui soulignent le rôle décisif des soldats de l'Armée Rouge notamment par l'intervention d'unités blindées et d'artillerie, de bombardiers et de parachutistes.

Radio-Kaboul a annoncé hier soir qu'un septième convoi avait atteint Khost où, selon la radio officielle afghane, les prix sont redevenus normaux et la population ne manque plus de rien.

Les pertes, qui sont élevées des deux côtés, pourraient atteindre au total plusieurs milliers de morts, estiment des spécialistes militaires à Islamabad. «L'offensive, principalement soviétique, a causé de lourdes pertes durant les cinq dernières semaines», note un diplomate occidental.

L'arrivée de nombreux blessés a engorgé les hôpitaux civils et militaires de Kaboul, aggravant la pénurie de médicaments, notent les diplomates.

Les quelque 40 000 soldats soviéto-afghans (18 000 à 20 000 Soviétiques et 22 000 Afghans contre environ 10 000 moudjahidine) envoyés dans la province du Paktia il y a trois semaines demeurent sur la défensive tout le long des 120 km de cette route de montagne traversant des vallées et franchissant des cols à plus de 3 000 m.

Les sapeurs soviétiques qui réparent et dégagent actuellement la route devront construire des

postes fortifiés sur toute la longueur pour pouvoir la garder ouverte, expliquait-on hier de sources diplomatiques.

Selon les moudjahidine, des affrontements ont lieu dans les hautes vallées du Zadrân et autour de pitons stratégiques fortifiés, tenus par les résistants afghans. Des combats sporadiques se déroulent toujours le long de la route Gardez-Khost, affirment les mêmes sources. Dans la plaine de Tani, non loin de Khost, de très durs combats au corps à corps ont opposé moudjahidine et forces régulières afghanes faisant de nombreux morts et blessés.

Cette bataille pour lever le siège de Khost, encerclée par les moudjahidine, est «surtout une question de prestige mais nous ne pouvons plus reculer», avait confié à l'AFP au début de l'offensive soviéto-afghane le général Rahim Wardak (Front national islamique), un membre influent du conseil militaire de l'Alliance des

sept principaux partis de moudjahidine.

«C'est une guerre trop conventionnelle pour une guérilla, nous manquons de soutien logistique il nous faut choisir notre terrain et utiliser la surprise», avait-il ajouté.

Des renforts de combattants moudjahidine arrivent chaque jour du Pakistan tout proche, affirme-t-on de sources rebelles. Les principaux chefs des moudjahidine dépêchés de toute urgence près de Miram Shah (ville du Pakistan à une trentaine de km de Khost) ont harangué ces derniers jours plusieurs milliers de moudjahidine qui ont été pourvus d'un armement important.

Une contre-offensive est en préparation, indiquent des sources moudjahidine à Islamabad sans plus de détail.

Les spécialistes estiment que cette contre-offensive est possible dans cette région car les mouve-

ments de moudjahidine — notamment le Hezb-i-Islami Khales (modéré islamique) et le Front national islamique (modéré) — paraissent plus unis dans cette bataille que lors d'autres opérations.

«Même le Hezb-i-Islami (radical islamique) de Gulbuddin

Hekmatyar (peu représenté dans le Paktia), qui pourtant lutte depuis un an contre les autres groupes, particulièrement le Jamiat (modéré islamique) plus que contre les soldats de Kaboul, s'est associé aux autres moudjahidine», relève un spécialiste de l'Afghanistan.

CÉGEP DE SAINT-LAURENT

Date limite d'inscription
8 janvier 1988 à 16 h

Début des cours 25 janvier 1988.

Pour information jour: 747-6521
soir: 747-6616

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Que. H4L 3X7 • Tel.: 747-6521

Cours pour adultes

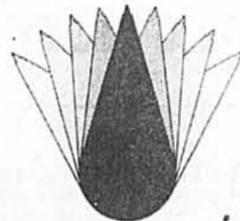
A deux pas du métro



Station Du Collège

L'ÉDUCATION DES ADULTES

AU CÉGEP



je m'inscris!

Renseignez-vous au cégep de votre région ou à

CÉGÉPHONE
(514) 271-1124

du lundi au vendredi jusqu'à 21h. nous acceptons les frais d'interurbain

POLLACK

Vente «INCROYABLE»

Sans taxe

499⁹⁹

Régulier ~~1 000\$~~

Venez profiter de l'INCROYABLE VENTE de Pollack pour elle. Pour cette vente finale nos centaines de superbes pelisses confectionnées de fourrure d'opossum de la Nouvelle-Zélande vous sont offertes pour moins de la moitié du prix régulier, SANS TAXE. C'est l'occasion rêvée de vous procurer une fourrure de première qualité.

COMPAREZ ET VOUS SEREZ CONVAINCUE:

- prix 1 000\$ réduit à 499,99 sans taxe.
- Toutes nos pelisses sont fabriquées de fourrure d'opossum de la Nouvelle-Zélande.
- disponibles dans les tailles 4 à 16 ans (régulière et petite).
- choix de six modèles élégants.
- tons de noir, taupe, gris foncé, marron ou autres couleurs dernier cri.

UNE OCCASION DONT IL FAUT SAVOIR PROFITER!

Varsovie est prête à négocier avec Walesa

AFP et AP
VARSOVIE

Varsovie a offert hier au prix Nobel de la paix Lech Walesa de s'asseoir à la table des négociations à condition que Solidarnosc apporte son soutien aux réformes économiques et politiques en Pologne et mette un terme à ses activités «illégalles» sans pour autant perdre sa «particularité».

Le président du syndicat indépendant, aujourd'hui interdit, a répondu qu'il était prêt à rencontrer le général Wojciech Jaruzelski mais «sans conditions».

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a fait cette ouverture lors de sa conférence de presse hebdomadaire au cours de laquelle il a dévoilé qu'un ancien conseiller de Solidarnosc, l'historien Jerzy Holzer, avait invité le général Jaruzelski et Lech Walesa à entamer des pourparlers pour «s'entendre et oeuvrer en commun à la solution» de la crise en Pologne. Cette invitation était contenue dans une lettre ouverte adressée à la revue du Comité Central du parti, *Polityka*, qui ne l'a pas publiée à ce jour.

Bien que mettant en doute la «bonne volonté» des dirigeants syndicaux, M. Urban a cependant indiqué que le pouvoir «n'excluait a priori personne du dialogue» qu'il «poursuit avec la société» (polonaise). «Nous ne demandons à personne d'où il est venu. L'essentiel est ce qu'il veut faire pour le bien du pays», a-t-il ajouté.

Parlant ensuite des réformes en matière de démocratisation de la vie publique et de décentralisation de la gestion économique appliquées en Pologne depuis le 1er janvier, M. Urban a invité «les anciens militants et conseillers de Solidarnosc à se joindre aux réformateurs» (officiels).

«Les réformes, a-t-il poursuivi, apportent de larges possibilités de dialogue. Les parties en présence n'ont pas l'obligation de perdre leurs particularités, traditions ou sentiments. Le pouvoir ne désire pas que quiconque perde la face... Celui qui respecte ces principes peut, comme tout autre groupe ou personne, apporter son tribut à l'entente nationale.»

Le porte-parole a ensuite demandé aux «anciens dirigeants syndicaux» de rompre leurs attaches avec l'Ouest, de mettre un terme à leurs «activités illégales», de respecter la «raison d'État» de la Pologne (alliance avec l'URSS, participation au pacte de Varsovie) et d'abandonner leur «politique de négation» envers toute initiative du pouvoir.

Lech Walesa, interrogé au téléphone à son appartement à Gdansk (nord), a indiqué qu'il était prêt à négocier mais «sans conditions» et dans le respect de la législation nationale et des conventions internationales sur le pluralisme syndical et politique.

Pollack pour elle

Les Galeries d'Anjou — Place Vertu — Carrefour Laval



La Croix-Rouge internationale a besoin de \$130,8 millions pour continuer ses opérations humanitaires en Éthiopie. PHOTO REUTERS

Des milliers d'enfants tués et torturés

Amnesty International dénonce 18 pays

Des milliers d'enfants, dont beaucoup en bas âge, sont encore tués, torturés ou emprisonnés par certains gouvernements, selon le rapport mensuel de l'organisation humanitaire Amnesty International publié hier.

« L'innocence et la vulnérabilité ne les protègent pas contre l'abus de pouvoir de certains États. Les droits fondamentaux de milliers d'enfants sont violés dans un grand nombre de pays du monde », écrit l'organisation basée à Londres.

Citant 18 pays qui bafouent ces droits, Amnesty International demande à ses membres du monde entier d'exercer des pressions pour obtenir la fin des violentes politiques dont sont victimes les enfants et de demander aux Nations unies d'adopter une conven-

tion des droits de l'enfant.

Un nombre impressionnant d'enfants sont torturés pour en extraire des informations ou pour obliger leurs parents à parler, des milliers d'autres sont en prison, dont beaucoup sans aucun jugement préalable.

Un exemple parmi tant d'autres: le petit Alberto Alarcon, un équatorien de huit ans, précipité sur des barbelés, battu et gardé la tête sous l'eau pendant de longues minutes par des soldats qui avaient fait irruption dans sa maison à la recherche d'un fusil volé.

En Turquie, la police a torturé l'an dernier quatre jeunes garçons du sud-est du pays, région où les séparatistes kurdes sont actifs, en leur envoyant des décharges électriques dans la bouche.

Au Surinam, un garçonnet de trois ans a été tué par balles dans les bras de sa mère en 1986 par des soldats qui voulaient intimider les habitants d'un village afin de les contraindre à parler.

Les conclusions d'une récente conférence sur les conditions de vie des enfants en Afrique du Sud qui s'est tenue à Harare montrent que de 1984 à 1986 environ 11 000 enfants, dont certains âgés d'à peine sept ans, ont été emprisonnés et que la plupart de ceux-ci ont subi des mauvais traitements en tous genres pendant leur détention. Au cours de cette même période, plus d'un millier d'enfants ont été blessés et 312 tués par la police.

Tous les enfants emprisonnés, battus ou torturés seront marqués

à vie par des traumatismes physiques ou psychiques, selon le rapport, qui ajoute que dans d'autres pays, comme l'Argentine, le Pérou, l'Afghanistan ou le Sri Lanka, les enfants disparaissent seuls ou avec leurs parents.

Le rapport cite aussi le cas de Noor Jahan, emprisonnée avec sa mère en Birmanie à l'âge d'un an, qui a aujourd'hui 31 ans et vit toujours derrière les barreaux, sans avoir jamais été jugée.

Les autres pays cités sont la Syrie, le Liban, Israël, le Pakistan, le Bangladesh, la Barbade, l'Irak et l'Irak, mais aussi les États-Unis, où des mineurs de 15 ans sont condamnés à mort malgré les conventions internationales qui interdisent l'application de la peine capitale aux moins de 18 ans.

L'Éthiopie au bord de la famine

Agence Franco-Press
WASHINGTON

L'Éthiopie pourrait une nouvelle fois être victime de la famine d'ici à deux semaines, a déclaré hier M. Alan Woods, administrateur de l'agence américaine pour le développement international (US AID), au cours d'une interview à la télévision américaine.

M. Woods a indiqué en outre qu'une longue période de sécheresse, ainsi que la politique agricole du gouvernement marxiste d'Addis Abeba étaient les deux principaux facteurs pouvant amener une nouvelle famine dans le pays.

« Jusqu'à présent, a-t-il dit, les organisations humanitaires internationales ont pu remédier au manque de nourriture, mais dans deux semaines la situation pourrait basculer ».

Il a également estimé que la politique agricole gouvernementale « était inappropriée parce qu'elle n'encourageait pas la constitution de surplus alimentaires pouvant être mis sur le marché » dans des périodes de pénurie.

M. Woods a estimé à 5 à 77 millions le nombre d'Éthiopiens qui pourraient être victimes de la famine, précisant que 40 p. cent d'entre eux vivaient dans les provinces du Tigré et d'Erythrée, en rébellion contre le gouvernement d'Addis Abeba.

La dernière famine en Éthiopie, en 1984-85, a fait un nombre de morts estimé à un million.

ENGLISH
FRANÇAIS
ESPAÑOL
עברית
ITALIANO
et autres...
CENTRE DE LANGUES TRANSATLANTIQUE
1445, Bishop (Métro Guy)
644-2921 ou 644-3224
de 9h à 5h
Reconnu par le ministère de l'Éducation
I.F. Karafilly, B.A., M.A., M.F.A.
Directrice

CENTRE D'AMÉLIORATION CORPORELLE
WEEK-END D'ESSAI
Les 8, 9, 10 janvier 1988
pour vous initier à:

- Antigymanstique
- Bio-énergie
- Métamorphose
- Imagerie mentale
- Tai-chi
- Shiatsu
- Programmation neurologique
- Perception de l'énergie

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES DU CENTRE
Groupe seulement
Do-In (automassage) (début: 16 janvier)
Perception de l'énergie (début: 20 janvier)
Tai-Chi (début: 12 et 14 janvier)

Individuel seulement
Drainage lymphatique
Ostéopathie
Polarité
Shiatsu

Groupe ET individuel
Antigymanstique et imagerie mentale (début: 20 janvier)
Bio-énergie
Métamorphose (début: 20 février)
Programmation neurologique (début: 5 février)
Psychothérapie

Dépliant disponible
Informations et inscriptions
(514) 273-4489
1208, Beaubien, suite 101
Montréal, Qc H2S 1T7

TIP TOP **ÉCONOMISEZ** **TIP TOP**

JUSQU'À

1/2 PRIX

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 150,00**

COMPLETS 9999

ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 80,00**
VESTONS SPORT 7999
ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 22,00**
PANTALONS 1999
ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 15,00**
CHEMISES SPORT 1499
ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ 13,00 ET PLUS**
CHEMISES HABILLÉES 1299
ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60,00**
IMPER-MÉABLES 4999
ET PLUS

▼ **ÉCONOMISEZ JUSQU'À 7,50**
CRAVATES 699
ET PLUS

TIP TOP

CONFÉRENCES

■ La Société historique Cavalier de Lasalle présente une conférence sur la généalogie, le 26 janvier, au centre culturel et communautaire Henri-Lemieux, 7644, rue Édouard, local 114, à LaSalle. Renseignements : 367-5119.

■ AGIRA Sud-ouest de Montréal présente une conférence intitulée « Pourquoi et comment l'éveil de la conscience », ce soir, à 19 h 30. C'est au 5253, rue Bannantyne. Renseignements : 767-7793.

RÉUNIONS ET RENCONTRES

■ La Société Japon du Canada organise une partie de pêche sur la glace à Sainte-Anne de La Perade pour le dimanche 17 janvier. Le départ de Montréal aura lieu à la station de métro Papineau à 7 h 30 et le retour de Sainte-Anne à 16 h, environ. Le coût (comprenant le transport et la location de cabines) est de \$25 pour les membres, de \$27 pour les non-membres et de \$17 pour les enfants de moins de dix ans. Les participants peuvent apporter leur lunch ou manger au restaurant. Ceux que cette activité pourraient intéresser sont priés de faire leurs réservations au plus tard le samedi 9 janvier, en téléphonant à Mme Alice Bolduc, 721-0052, ou à Mlle Pauline Demers, 345-1718, ou à M. Robert Nishizawa, 387-0605.

■ Le 13 janvier, commence une série de six rencontres, six mercredis consécutifs, avec le père Jean L'Archevêque, S.J., intitulée « Isaïe, prophète de l'espérance ». C'est à la salle du Gesù, 1200, rue Bleury, à 19 h 30. Les frais de participations sont de \$2. Renseignements : 866-2305.

■ L'organisme Epilepsie Montréal invite les intéressés à une rencontre organisée par son comité du secteur Ahuntsic, ce soir, à 19 h 30, au centre récréatif du collège Regina Assumpta, 1755, rue Francheville. Le thème de la rencontre : la médication. Renseignements : 252-0859.

■ Alternative Naissance, groupe d'humanisation de la naissance et de l'accouchement, invite les personnes intéressées, ce soir, à la première d'une série de soirées d'information sur la grossesse, intitulée « Préparer l'accouchement ». C'est à 19 h 30, au 4329, rue Saint-Hubert. Le coût de la soirée est de \$5 : une réduction est offerte aux personnes qui suivront la série. Renseignements : 521-1360.

■ Le Club d'aviation de ligne de Montréal, un regroupement de personnes qui s'intéressent à l'aviation commerciale (cartes postales, modèles réduits, photos, diapositives), invite les intéressés à sa réunion mensuelle, le dimanche 10 janvier, à 13 h 30, à l'aéroport de Dorval. Pour se renseigner sur l'organisme et sur le lieu de la réunion, on peut téléphoner à François, au 394-8612. C'est un club sans but lucratif pour lequel il y a des frais d'adhésion.

SANTÉ

■ L'Association lavalloise des non-fumeurs tiendra sa prochaine session de désintoxication pour fumeurs, en collaboration avec le CLSC des Mille-Îles, les 10, 11, 12, 13 et 14 janvier, de 19 h à 22 h, à l'auditorium de la Cité de la Santé, à Vimont, Laval. Jean-Paul Coulombe sera l'animateur. Renseignements : Helene Bovigny, 699-1444. Nombre limité.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

■ Le Centre culturel Jacques-Ferron de Longueuil, 100, boulevard Saint-Laurent, Longueuil, offre de nouveau cette année de nombreux ateliers culturels qui commencent dans la semaine du 25 janvier. Les inscriptions se font demain, vendredi et samedi. Au Centre Olympia, 2950, rue Drummond, Longueuil, les inscriptions se font samedi. Renseignements : 646-8610 ou 646-8618.

■ Le Carrefour populaire de Saint-Michel, 7950, 2e Avenue, invite les personnes intéressées à une rencontre, ce soir à 19 h 30, sur le thème « Découvrir qui je suis, avec mes forces, mes lacunes, mes ressources ». Il faut cependant réserver sa place en téléphonant au 722-1211 ou 722-8721, et demander Nicole, Diane ou Ghislaine.

■ Le Centre d'activités physiques du collège de Rosemont offre, à cette session d'hiver, un nouveau cours sous forme d'atelier d'exploration du mouvement et d'improvisation, sous le titre de « Le langage du corps ». L'inscription a lieu aujourd'hui, au collège, 6400, 16e Avenue, de 19 h à 21 h. Renseignements : 376-162, poste 233.

■ La CECM offre des cours de formation préparatoire à l'emploi, une série réservée aux minorités visibles, une autre aux adultes de 18 ans et plus de toutes provenances. Il s'agit d'une série de 20 séances, pour laquelle il faut s'inscrire d'avance. On s'inscrit au Centre d'emploi de son lieu de résidence. Renseignements : 374-3510 (Centre d'emploi) ou 596-5000, poste 56 (CECM).

■ Le Mouvement des jeunes travailleurs de la Municipalité régionale de comté Deux-Montagnes convie des jeunes de 16 à 25 ans, à une session de formation à l'emploi qui commencera le 1er février. On vise particulièrement les jeunes sans travail qui ont quitté l'école depuis au moins six mois et qui veulent entrer sur le marché du travail. On est prié de téléphoner au 473-8050 ou de passer s'inscrire au 136, rue Saint-Eustache, à Saint-Eustache (Place du Chêne).

FILMS, SPECTACLES, CONCERTS

■ Dans sa série « Concert intime », CAMMAC-Montréal présente samedi 19 janvier les œuvres de Schumann, Schubert et Telemann, à 15 h, au Jardin botanique de Montréal, 4101 est, rue Sherbrooke. Renseignements : 276-7820.

■ « Place aux poètes », à la Folie du large, qu'anime Janou Saint-Denis, reçoit aujourd'hui six poètes de la ville de Québec, au 1021 de la rue Bleury, à 21 h. Les invités sont Christiane Frenette, Claude Paradis, Jacques Ouellet, Clarisse Tremblay, Côme Lachapelle et Mark Skarzynski, poète d'origine polonaise né à Calgary. En deuxième partie, pour marquer ce jour de la fête des astrologues, Louise Haley, poète astrologue et ses prévisions poétiques. Renseignements : 397-1222.

EXPOSITIONS

■ La Galerie d'art Concordia, 1455 ouest, boulevard de Maisonneuve, présente, à partir d'aujourd'hui, jusqu'au samedi 13 février, « Variations plastiques », sculptures africaines de la collection Justin et Elisabeth Lang, et des œuvres regroupées sous le thème « Les femmes artistes de Montréal des années cinquante ». La galerie est ouverte du lundi au vendredi, de 10 h à 20 h, et le samedi, de 10 h à 17 h. Renseignements : 848-4750.

■ Les animaux d'hier et d'aujourd'hui sont en montre dans 21 vitrines, au Musée d'histoire

naturelle de la Société de biologie de Montréal. C'est l'ancienne Stathcona Academy, 520, chemin de la Côte-St-Catherine, du mercredi au dimanche, de 10 h à 17 h. Renseignements : Denis Larocque, 277-9865 le jour, ou 276-9642 le soir.

JEUX ET SPORTS

■ Il est temps de s'inscrire au cours Exercices aquatiques qui aura lieu les mardis à 14 h, pour une période de dix semaines, au cégep Bois-de-Boulogne (12137 avenue Bois-de-Boulogne). Pour réserver sa place, on doit contacter Concertation-Femmes des aujourd'hui, au 336-3733, entre 9 h et 16 h. Frais de \$37.

DEMAIN

■ Solitude-Fraternité invite cordialement le public au 1199, rue de Bleury, de 14 h à 16 h, le jeudi. Bienvenue à tous sans aucune discrimination. Il n'y a aucun frais. Accès possible des fauteuils roulants. Renseignements : 935-8496.

LE PROGRAMME TRIPLE HARVEY'S!

Harvey's vous offre trois bien bons spéciaux à bien bon prix : un hamburger Harvey's avec frites et boisson gazeuse à seulement 2,77 \$ ou alors un magnifique hamburger Harvey's pour seulement 99¢ ou alors notre délicieux déjeuner #1 à seulement 2,25 \$. Trois bien belles offres, un seul bon goût... à la Harvey's! - avec l'un de ces coupons.



PROFITEZ DU GRAND SOLDE ET PARTICIPEZ AU CONCOURS «MEUBLEZ VOS LOISIRS» DE 10 À 40% DE RABAIS

Voici une chance unique d'entamer la nouvelle année dans le décor de vos rêves. Venez vite profiter de nos rabais extraordinaires sur un choix de meubles et d'objets issus des plus belles collections exclusives à Domicil. Entourez-vous de beauté à des prix qui vous permettent de savourer pleinement votre confort.

LENA	Chaise de salle à diner	Régulier	Spécial
		269,00 \$	199,00 \$
HELIOS	Fauteuil d'appoint		
		299,00 \$	199,00 \$
AUDIO VIDEO	Unité de rangement	Régulier	Spécial
		1 595,00 \$	1 095,00 \$

ANGULA	Table de centre en bois laqué et verre	Régulier	Spécial
		499,00 \$	349,00 \$
FLEX	Canapé-lit 2 places		
		1 995,00 \$	1 595,00 \$

15% et plus de rabais sur les vases, tableaux et couvre-lits.

VOYAGES TRAVELAIDE

Domicil et Travelaide vous offrent la possibilité de gagner un voyage d'une semaine pour deux personnes près de Manzanillo, au bord du Pacifique. Chaque prix comprend le transport aérien, l'hébergement d'une semaine pour 2 personnes au Club Maveva, incluant 3 repas par jour par personne, des consommations gratuites, et des programmes d'activités sportives. Le tout d'une valeur de 2 000 \$ chacun!

BON DE PARTICIPATION AU CONCOURS «MEUBLEZ VOS LOISIRS» DU GRAND SOLDE DOMICIL.

Deux voyages pour 2 personnes au Mexique, de 2 000 \$ chacun.

NOM : _____ TRAVAIL : _____
 ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____
 VILLE : _____ MAISON : _____
 TÉLÉPHONE : _____

Remplissez ce bon et déposez-le dans la boîte que vous trouverez dans chacun des magasins Domicil.

Offre valable jusqu'au 30 janvier 1988.
 Toute la marchandise n'est pas nécessairement présentée dans tous les magasins.

domicil BIEN TÔT AU NOUVEAU CENTRE DECARIE 6900, boul. Decarie

LAVAL 1860, boul. Le Corbusier (514) 688-2270	MONTRÉAL 505, de Maisonneuve ouest (514) 286-1307	GREENFIELD PARK (Rive-Sud) 45, boul. Taschereau (514) 465-9656	SHERBROOKE 3025, rue King ouest (819) 821-2915	QUEBEC 1415, boul. Charest ouest (418) 682-5373	CHICOUTIMI 1415, Champs Elysées (418) 543-1681
---	---	--	--	---	--

POUR LE PLAISIR DE VOUS FAIRE PLAISIR!
 Apportez ce coupon à n'importe quel restaurant Harvey's participant et savourez un hamburger Harvey's cuit sur le gril, une portion de frites fraîches du jour et une boisson gazeuse format moyen pour seulement 2,77 \$.
 Offre en vigueur jusqu'au 28 février 1988. Limite: un seul coupon par client par visite. Non valable en combinaison avec toute autre offre spéciale. Non négociable. S.V.P. présenter ce coupon avant de commander. Taxe de vente en sus s'il y a lieu.
HARVEY'S FAIT DE BIEN BONNES CHOSES.

277\$

POUR LE PLAISIR DE VOUS FAIRE PLAISIR!
 Apportez ce coupon à n'importe quel restaurant Harvey's participant et savourez un hamburger Harvey's cuit sur le gril, une portion de frites fraîches du jour et une boisson gazeuse format moyen pour seulement 2,77 \$.
 Offre en vigueur jusqu'au 28 février 1988. Limite: un seul coupon par client par visite. Non valable en combinaison avec toute autre offre spéciale. Non négociable. S.V.P. présenter ce coupon avant de commander. Taxe de vente en sus s'il y a lieu.
HARVEY'S FAIT DE BIEN BONNES CHOSES.

277\$

LE PETIT DÉJEUNER HARVEY'S BON COMME À LA MAISON - À PRIX MAISON : 2,25 \$ SEULEMENT.
 Présenter ce coupon à n'importe quel restaurant Harvey's participant et nous vous servirons notre délicieux déjeuner #1. Préparez votre goût, il comprend: 2 oeufs frais, du bon bacon ou de la viande de sauté, des pommes de terre sautées et des toasts de pain croustillé avec confiture. Le tout à 2,25 \$ seulement. Et nous vous offrons même un café format régulier sans supplément. Offre en vigueur jusqu'au 28 février 1988. Limite: un seul coupon par client par visite. Non valable en combinaison avec toute autre offre spéciale. Non négociable. S.V.P. présenter ce coupon avant de commander. Taxe de vente en sus s'il y a lieu.
LE PETIT DÉJEUNER HARVEY'S, UNE BIEN BONNE CHOSE.

225\$

DÉGUSTEZ UN HAMBURGER HARVEY'S POUR 99¢.
 Apportez ce coupon à n'importe quel restaurant Harvey's participant et savourez un magnifique hamburger Harvey's cuit sur le gril pour seulement 99¢.
 Offre en vigueur jusqu'au 28 février 1988. Limite: un seul coupon par client par visite. Non valable en combinaison avec toute autre offre spéciale. Non négociable. S.V.P. présenter ce coupon avant de commander. Taxe de vente en sus s'il y a lieu.
LE HAMBURGER HARVEY'S, UNE BIEN BONNE CHOSE.

99¢

Voici Montréal!

Nos Fameux Complets et une Économie de \$107.



A. Gold & Sons®
présente

UN ÉVÈNEMENT TRÈS SPÉCIAL

COMPLETS

Ord. \$325 **\$218** Épargnez \$107

CETTE SEMAINE

Nouveaux arrivages spécialement sélectionnés de modèles dernier cri confectionnés dans les meilleurs tissus aux motifs et couleurs variés. Courts, réguliers et longs.

ET

«Nous ne signons que des vêtements qui vous vont à la perfection.»

Certaines Personnes

pensent qu'un complet A. Gold & Sons est coûteux. En fait, certains le sont.

Mais cette semaine, vous pouvez vous procurer un superbe complet A. Gold & Sons pour seulement \$218.

Surprenant? Oui. Pour seulement \$218 vous pouvez avoir l'allure qui vous distingue des autres et apprécier la qualité et l'élégance qui ont fait la réputation des complets A. Gold & Sons.

ET

«Nous ne signons que des vêtements qui vous vont à la perfection.»

LES PROMENADES •
SAINT-BRUNO •
LE CARREFOUR LAVAL •
LES GALERIES D'ANJOU •

A. Gold & Sons®
DEPUIS 1899

• PLACE VERTU
• CENTRE ROCKLAND
• 960, STE-CATHERINE O.
• FAIRVIEW PTE-CLAIRE